
Cécile Lavrard-Meyer

Didier Ratsiraka

Transition démocratique
et pauvreté à Madagascar



Entretiens avec un président
de la République de Madagascar

KARTHALA

« Faut-il voir en Didier Ratsiraka un nationaliste sourcilieux façonné par ses études françaises et ses rencontres avec les milieux progressistes internationaux ? Sa formation chrétienne a-t-elle, au contraire, laissé des traces durables, avec cette ambition, latente, de réconcilier socialisme et religion ? Serait-il plutôt un de ces « rêveurs éveillés – qu'évoque Sartre – dont le propre est, comme on sait, de ne pouvoir s'adapter au réel » ?

Gaullien pour les uns, manipulé pour les autres, séduisant pour tous, intelligent assurément, le président de la République Démocratique de Madagascar n'est pas de ces chefs d'État qui laissent indifférents, sortis de leur environnement national.

Peut-être, après tout, est-il à l'image de son pays : orgueilleux mais ouvert, complexé mais habile, produit composite du métissage culturel et de la tradition. »

Direction des Affaires étrangères et malgaches
Notice biographique sur Didier Ratsiraka, août 1982
Archives du ministère des Affaires étrangères de la France.

Ainsi s'interrogeait le Quai d'Orsay sur Didier Ratsiraka, six ans après son investiture en 1976 comme président de la République de Madagascar. Trois ans plus tôt, en 1973, alors tout jeune ministre des Affaires étrangères, Didier Ratsiraka avait acté l'indépendance réelle de Madagascar par la révision de ses accords de coopération avec la France. Après avoir présidé aux destinées de la Grande Île pendant un quart de siècle et avoir été exilé en France à deux reprises, Didier Ratsiraka est pour la première fois amené ici, dans un dialogue sans concession, à livrer sa part de vérité sur sa destinée et celle de son pays.

Cécile Lavrard-Meyer est maître de conférences à Sciences-Po Paris. Diplômée de Sciences-Po Paris et d'HEC, docteur en histoire de l'Université Sorbonne Nouvelle, elle a été post-doctoral fellow en économie du développement et science politique à l'Université de Harvard et maître de conférences associé à l'Université Sorbonne Nouvelle. Ses publications portent sur les liens entre développement économique et démocratisation en Amérique latine et en Afrique. Dans le cadre de ses recherches à Madagascar, elle a rencontré Didier Ratsiraka et mené les entretiens qui constituent le matériau de ce livre.

ISBN : 978-2-8111-1432-9

DIDIER RATSIRAKA

**TRANSITION DÉMOCRATIQUE
ET PAUVRETÉ À MADAGASCAR**

Visitez notre site : **www.karthala.com**

Paielement sécurisé

Photo de couverture, de gauche à droite :

- Hery Rajaonarimampianina, président de la Troisième République de Madagascar depuis le 25 janvier 2014 ;
- Albert Zafy, président de la Troisième République de Madagascar du 27 mars 1993 au 5 septembre 1996 ;
- Didier Ratsiraka, président du Conseil suprême de la Révolution de la République malgache du 15 juin 1975 au 4 janvier 1976, président de la Deuxième République de Madagascar (République démocratique de Madagascar) du 4 janvier 1976 au 27 mars 1993, et président de la Troisième République de Madagascar du 9 février 1997 au 5 juillet 2002 ;
- Marc Ravalomanana, président de la Troisième République de Madagascar du 6 mai 2002 au 17 mars 2009 ;
- Andry Rajoelina, président de la Haute Autorité de Transition de la République de Madagascar du 17 mars 2009 au 25 janvier 2014.

© Éditions KARTHALA, 2016
(Première édition papier, 2015)
ISBN : 978-2-8111-1432-9

Cécile Lavrard-Meyer

Didier Ratsiraka

**Transition démocratique
et pauvreté à Madagascar**

*Entretien avec un président
de la République à Madagascar*

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	6
LES JEUNES ANNÉES	9
L'ÉTUDIANT	27
L'INDÉPENDANCE VUE DE FRANCE	39
L'ÉPOUX ET LE PÈRE	49
L'OFFICIER DE MARINE	55
L'ÉVEIL A LA CONSCIENCE POLITIQUE SOUS TSIRANANA	75
LES PREMIERS PAS : POLITIQUE INTÉRIEURE SOUS RAMANANTSOA	95
LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	109
LA SUCCESSION	139
LE PRÉSIDENT DE LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE MALGACHE	169
'DEBA', LE CHEF 'DE BANDE	189
LA MAIN DE FER	208
L'UTOPISTE	241
LES PRIORITÉS DES PRIORITÉS	261
LE NON-ALIGNÉ « TOUS AZIMUTS »	281
LE 'RÉALISTE LE PLUS PRAGMATIQUE'	315
LA CHUTE	343
LE DRAME	371
LA MISE AU BAN	391
LE RETOUR EN GRÂCE	415
L'« HUMANISTE ÉCOLOGISTE »	427
LE DÉBUT DE LA FIN	451
LE DUEL	477
L'ESTOCADÉ	501
L'EXILÉ	525
LE MARIONNETTISTE	535
LE MANŒUVRIER	555
LE « VIEUX SCHNOCK QUI VATICINE »	575
ANNEXES STATISTIQUES	
Population et agrégats macro-économiques	598
Niveau et qualité de vie	600
Dette publique	604
Échanges extérieurs	608
Aide internationale	610
Finances publiques et dépense publique	611
CARTES	613

Remerciements

Je tiens à remercier mes relecteurs, intimes connaisseurs de Madagascar, qui m'ont accompagnée et encouragée dans ce projet : Sylvain Urfer sj., membre fondateur de l'Observatoire de la vie publique de Madagascar (SeFaFi) ; Françoise Raison-Jourde, professeur émérite d'histoire à l'Université Paris VII ; François Roubaud et Mireille Razafindrakoto, économistes, directeurs de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD-DIAL) ; Jean Fremigacci, maître de conférences en histoire à l'Université Paris 1 ; Charles Cadoux, professeur agrégé de droit public à l'Université d'Aix-Marseille III, ancien doyen de la Faculté de Droit de Madagascar et directeur de l'IEP d'Aix-en-Provence ; Jean-Michel Wachsberger, sociologue, maître de conférences à l'Université Lille 3 (DIAL). Un très grand merci à Aude pour sa créativité, sa patience et sa rigueur dans la mise en page de ce livre. Je remercie également mes proches, famille et amis, dont le soutien a été décisif pour mener à bien ce projet. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma reconnaissance et de mon affection.

CRÉON, la secoue soudain, hors de lui.

Mais, bon Dieu ! Essaie de comprendre une minute, toi aussi, petite idiote ! J'ai bien essayé de te comprendre, moi. Il faut pourtant qu'il y en ait qui disent oui. Il faut pourtant qu'il y en ait qui mènent la barque. Cela prend l'eau de toutes parts, c'est plein de crimes, de bêtise, de misère... Et le gouvernail est là qui ballotte. L'équipage ne veut plus rien faire, il ne pense qu'à piller la cale et les officiers sont déjà en train de se construire un petit radeau confortable, rien que pour eux, avec toute la provision d'eau douce, pour tirer au moins leurs os de là. Et le mât craque, et le vent siffle, et les voiles vont se déchirer, et toutes ces brutes vont crever toutes ensemble, parce qu'elles ne pensent qu'à leur peau, à leur précieuse peau et à leurs petites affaires. Crois-tu, alors, qu'on a le temps de faire le raffiné, de savoir s'il faut dire « oui » ou « non », de se demander s'il ne faudra pas payer trop cher un jour, et si on pourra encore être un homme après ? On prend le bout de bois, on redresse devant la montagne d'eau, on gueule un ordre et on tire dans le tas, sur le premier qui s'avance. Dans le tas ! Cela n'a pas de nom. C'est comme la vague qui vient de s'abattre sur le pont devant vous ; le vent qui vous giffle, et la chose qui tombe devant le groupe n'a pas de nom. C'était peut-être celui qui l'avait donné du feu en souriant la veille. Il n'a plus de nom. Et toi non plus tu n'as plus de nom, cramponné à la barre. Il n'y a plus que le bateau qui ait un nom et la tempête. Est-ce que tu le comprends, cela ?

ANTIGONE, secoue la tête.

Je ne veux pas comprendre. C'est bon pour vous. Moi, je suis là pour autre chose que pour comprendre. Je suis là pour vous dire non et pour mourir.

CRÉON

C'est facile de dire non !

ANTIGONE

Pas toujours.

CRÉON

Pour dire oui, il faut suer et retrousser ses manches, empoigner la vie à pleines mains et s'en mettre jusqu'aux coudes. C'est facile de dire non, même si on doit mourir. Il n'y a qu'à ne pas bouger et attendre. Attendre pour vivre, attendre même pour qu'on vous tue. C'est trop lâche. C'est une invention des hommes. Tu imagines un monde où les arbres aussi auraient dit non contre la sève, où les bêtes auraient dit non contre l'instinct de la chasse ou de l'amour ? Les bêtes, elles au moins, elles sont bonnes et simples et dures. Elles vont, se poussant les unes après les autres, courageusement, sur le même chemin. Et si elles tombent, les autres passent et il peut s'en perdre autant que l'on veut, il en restera toujours une de chaque espèce prête à refaire des petits et à reprendre le même chemin avec le même courage, toute pareille à celles qui sont passées avant.

ANTIGONE

Quel rêve, hein, pour un roi, des bêtes ! Ce serait si simple.

Un silence, Créon la regarde.

CRÉON

Tu me méprises, n'est-ce pas ? (Elle ne répond pas).

Ce livre a vocation à constituer ce que Pierre Nora appelle une « mémoire d'État », c'est-à-dire une mémoire individuelle qui s'impose comme un élément-clé de la mémoire collective d'un peuple. Pierre Nora montre que depuis Commines jusqu'à Charles de Gaulle, ces mémoires se construisent à l'aune de l'illusion héroïque rétrospective selon laquelle le destin d'un homme, en son temps, va incarner l'État et personnifier une tranche d'histoire de la Nation. Ces reconstructions biographiques sont, tout autant qu'un précieux matériau pour les historiens, l'un des principaux moyens par lesquels les dirigeants tentent de contrôler leur image en aval.

Est-il légitime de participer à une telle reconstruction ? C'est une question que je me suis beaucoup posée en menant ces discussions et en transcrivant ces pages. J'ai rencontré Didier Ratsiraka, comme Albert Zafy et bien d'autres acteurs majeurs de la vie politique malgache, dans le cadre de mes recherches académiques : le déficit d'archives et d'histoire écrite sur la période contemporaine à Madagascar m'a poussée à partir en quête de mémoires individuelles. Un dialogue s'est instauré avec Didier Ratsiraka, d'abord à Neuilly-sur-Seine, où il était exilé, puis à Tananarive. Au fur et à mesure des questions que je posais et des réponses que j'obtenais, s'imposait à moi le mot d'Ernest Renan : « Le talent de l'historien consiste à faire un ensemble vrai avec des traits qui ne sont vrais qu'à demi ».

Ce fut ma quête, question après question : tirer un portrait d'ensemble aussi vrai que possible d'un homme qui se sert lui-même ses propres vérités. Vaste programme, mais que les ritournelles, la dissimulation, voire le mensonge, servent parfois mieux que la vérité : les traits à demi vrais disent bien souvent ce qu'il y a de plus vrai, pour qui sait les décrypter. Ce livre n'a pas la prétention d'établir des vérités ni de résoudre des énigmes, mais de constituer un matériau à déchiffrer. Il est un appel aux vocations : chaque événement esquissé mérite une étude approfondie, une confrontation aux archives et à d'autres mémoires, pour que s'écrive l'histoire de Madagascar depuis sa décolonisation.

Je suis consciente du fait que certains des atouts qui m'ont permis de mener cet entretien – mon regard extérieur et ma non-implication par rapport aux faits retracés – ont pour corollaire une ignorance sensible du vécu de la population malgache, de ses souffrances, de ses joies, de ses espérances et de ses déceptions pendant cette période de son histoire. Mes amitiés malgaches et mon amour de Madagascar ne peuvent pallier le caractère extrinsèque de mon approche. Que les lecteurs ne m'en tiennent pas rigueur et se réapproprient ce matériau au regard de leur vécu.

Chaque phrase échangée entre Didier Ratsiraka et moi-même figure dans ce livre : rien de plus, et rien de moins. Didier Ratsiraka n'a pas sollicité cet entretien, mais a répondu positivement à ma proposition de dialogue, puis de publication. Il n'a jamais demandé à être informé des questions que je souhaitais lui poser, et il ne l'a jamais été. Je n'ai eu aucun échange avec Didier Ratsiraka autre que ce qui figure dans ce livre, et aucune coupe *a posteriori* n'a été réalisée.

Enfin cet ouvrage n'est pas le lieu où livrer mon analyse, ni des faits retracés, ni de l'homme avec qui j'ai dialogué. La teneur de certaines questions trahira bien sûr ma subjectivité, voire mes agacements, mais j'ai avant tout cherché à comprendre et à confronter un homme à ses idées, ses actes et ses contradictions. J'ai pour ce faire eu recours à tous ceux qui, de tous bords, universitaires, journalistes, hommes d'Église ou d'affaires, politiques ou simples citoyens, ont témoigné ou analysé cette période de l'histoire malgache. Leurs publications, ainsi que certaines archives, sont restituées en notes et encadrés : s'ils peuvent parfois sembler ou être fastidieux, partisans ou contradictoires, ils sont seuls à même de constituer un appareil critique faisant état d'une grande diversité de regards et d'un maximum de sensibilités, d'opinions et d'affiliations.

Je dédie ce livre au peuple malgache et à son avenir, pour qu'il puisse contribuer, selon le mot de Thucydide, à « voir clair dans les événements passés et dans ceux qui, à l'avenir, du fait qu'ils mettront en jeu eux aussi des hommes, présenteront des similitudes ou des analogies. »

*« Le pouvoir est au bout du fusil,
je serai militaire. »*



Marcelline Ratsiraka, mère de Didier Ratsiraka (à droite debout), avec sa fille Jacqueline dans les bras, et ses fils Étienne à droite, et Didier à gauche.

LES JEUNES ANNÉES

CLM : Quel est votre premier souvenir ?

DR : Je suis né le 4 novembre 1936 à Vatomandry, sur la côte Est, région d'origine de ma mère qui appartenait à l'ethnie *Betsimisaraka*¹. J'étais encore tout petit, on nous a transportés pour voir les grands-parents. Mon grand-père maternel et ma grand-mère maternelle étaient encore vivants, et leurs enfants étaient presque tous des chauffeurs-mécaniciens. Mon grand-père maternel, comme mon père, était agent de l'administration coloniale. Cela s'appelait à l'époque des « écrivains interprètes ». C'est-à-dire que quand l'administrateur français faisait des tournées en brousse, ils suivaient pour faire de l'interprétariat. Et là, à notre départ, mon oncle – le frère de ma mère – m'a offert un camion qu'il a fabriqué avec des bouts de bambous et des fruits de jacquier comme roues. Il a emboîté les pièces les unes avec les autres sans clou. J'ai transporté cela vers Moramanga, entre Tamatave et Tananarive, là où mon Père travaillait. Je devais avoir 4 ou 5 ans. Ce dont je me souviens aussi, c'est que je n'ai pratiquement jamais pleuré. J'ai gardé ce petit camion très longtemps, jusqu'au jour où, en 1942 – j'avais à peine 6 ans –, les Anglais ont débarqué à Madagascar pour que Madagascar ne tombe pas sous la férule de Vichy². On a fui dans la forêt, on a pris le maquis, parce qu'on avait peur, il y avait des zoulous... C'est là où j'ai appris la première phrase en anglais que mon père avait apprise aussi : « *Do you speak english* ». Voilà, comme cela au débotté, mes premiers souvenirs.

CLM : Pouvez-vous me parler de vos grands-parents ?

DR : J'ai connu mon grand-père maternel, Philippe-Alphonse : il était *betsimisaraka*, c'est-à-dire venant de Tamatave, mélangé avec du sang de gens du Sud-Est, des *Antaisaka*³, des guerriers, des trublions. Ma grand-mère maternelle, elle, était *betsimisaraka*, mais mélangée avec du sang *sakalava*⁴ et je crois du sang *merina*⁵ aussi. C'est pour cela que je n'ai pas de problème avec cette question des *Merina* et des côtiers, je n'ai pas de problème de ce côté-là. J'ai connu aussi ma grand-mère paternelle, mais mon grand-père paternel pas beaucoup puisqu'il avait quitté ma grand-mère paternelle. Mon père ne s'entendait pas avec lui et il ne voulait pas nous le présenter.

CLM : Votre grand-père maternel était donc « écrivain interprète ». Vous connaissiez la profession de votre grand-père paternel ?

DR : Non, non pratiquement pas. Je ne sais même pas s'il avait une profession. Je pense qu'il récoltait et vendait des litchis. Il vivotait. Il se débrouillait...

1. Deuxième ethnie de Madagascar par le nombre, après les *Merina*. Les *Betsimisaraka* (« Les nombreux qui ne se séparent pas ») occupent la majeure partie du littoral oriental de Madagascar, depuis la région de Mananjary au sud, jusqu'à la région d'Antalaha au nord.

2. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'administration de Madagascar commence par se mettre aux ordres du gouvernement de Vichy avant de rendre les armes aux Anglais. Les Anglais occupent l'île en 1942, puis la remettent aux représentants du général de Gaulle.

3. Les *Antaisaka* sont une ethnie côtière du Sud-Est de Madagascar, vivant principalement dans la province de Fianarantsoa.

4. L'ethnie *Sakalava* (« ceux des longues vallées »), peuple d'éleveurs de zébus et de cultivateurs (riz, manioc, maïs) vit entre Tuléar et Nosy Bé ainsi que les ethnies *Makoa*, *Vezo* ou *Masikoro*.

5. Cf. Encadré 1 – « La société *Merina* ».

CLM : Votre ascendance maternelle était donc *betsimisaraka*, quid de votre ascendance paternelle ?

DR : Les deux étaient *betsimisaraka*.

CLM : Votre famille paternelle ne venait donc pas de la banlieue d'Antananarivo ?

DR : Non, pas du tout. Mon père est né et a grandi *betsimisaraka*. Son père est *betsimisaraka*. Sa mère est *betsimisaraka* : elle s'appelle Zarasoja – ce n'est pas un nom de Tana –.

CLM : Vous dites que votre famille paternelle est, depuis toujours, *betsimisaraka* ?

DR : Oui. Notre caveau familial se trouve à Niarovana, dans la préfecture de Mahanoro⁶. Mon père, ma mère, ma sœur, mon frère, sont enterrés dans ce caveau. Ma grand-mère paternelle y est aussi. Mon père s'étant fâché avec son père parce qu'il avait abandonné ma grand-mère, je pense qu'en revanche mon grand-père paternel n'est pas enterré là. Ratsiraka, c'est un nom *betsimisaraka*.

— Encadré 1 – *La société merina* —

Les Merina sont une ethnie occupant les hautes terres centrales de Madagascar autour de la région d'Antananarivo (Imerina). La société merina comprend les *andriana* (nobles), les *hova* (hommes libres) et les serviteurs royaux, avec différentes sous-catégories, dont les *mainity enin-dreny*, d'excellents guerriers. Enfin, hors société, les *andevo* (esclaves). L'esclavage est aboli le 27 septembre 1896, un mois et demi après l'annexion de Madagascar par la France. La reine Ravalona II avait, dès 1877, affranchi les *Masombika* (Mozambicains), esclaves importés de la côte orientale africaine. En Imerina, la plupart des esclaves avaient le teint noir et les cheveux crépus (sauf les *hova* asservis pour dette, jusqu'à son remboursement), alors que les *andriana* et les *hova* avaient davantage le teint clair et les cheveux lisses. Bien que le terme *mainity* n'implique pas une couleur spécifique – pas plus que le terme *andriana* n'implique nécessairement une peau claire, des alliances s'étant faites au niveau dynastique avec les princes ou princesses des côtes, qui étaient sombres de peau – la distinction entre Blancs (*fotsy*) et Noirs (*mainity*) est utilisée par les Malgaches. Étienne de Flacourt, représentant de la compagnie française de l'Orient à Fort Dauphin puis à la tête de la colonie de Madagascar au milieu du XVII^eme, décrivait cette distinction comme structurant les relations sociales à Madagascar. Selon L.N. Razafindralambo et J. Ramamonjisoa, les termes *fotsy* et *mainity* renvoient à des différences d'origine : austronésienne pour les *fotsy* et africaine pour les *mainity*. Voir Razafindralambo L.N., *Construction d'identité et relations de dépendance : descendants d'anciens maîtres et descendants d'anciens « esclaves » en Imerina*, Taloha, n°14-15, 2005 ; Razafindralambo L.N., *Inégalité, exclusion, représentations sur les Hautes Terres centrales de Madagascar*, Cahiers d'Etudes africaines, XLV (3-4), 2005, pp. 879-903 ; Ramamonjisoa J., *Blancs et Noirs : les dimensions de l'inégalité sociale*. Documents sociolinguistiques, Cahiers des Sciences Sociales, filière sociologie, Université de Madagascar, n°1, 1984 pp. 39-45. Pour creuser ces questions, voir également Paul Ottino, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar. Parenté, alliance et patrimoine*, Karthala-ORSTOM, 1998.

6. Mahanoro est une commune de la région Atsinanana, au sud de la province de Tamatave.

La « côte » se dit en malgache *morontsiraka*. De nombreux *betsimisaraka* s'appellent *rantsiraka*. Le *tangalamena*⁷ de Niarovana⁸ était mon oncle auparavant et est mon cousin aujourd'hui : il a toujours été quelqu'un de la famille.

CLM : Pourtant la rumeur présente souvent vos origines paternelles comme très modestes et de la banlieue d'Antananarivo.

DR : Vous voulez dire des bas-quartiers de Tana ? Descendant d'esclaves ? Non, ce n'est pas exact. Les Français ont voulu faire accroître cela car ils veulent absolument dire que mon père était PADESM. Mais mon père n'était pas PADESM. Il n'était pas non plus MDRM. Il ne voulait pas faire de politique, mais en tant que malgache, il aidait les combattants de la révolution. Il cotisait pour armer ceux qui voulaient l'indépendance, les révolutionnaires. En revanche mon grand-père maternel vient de deux endroits : du Sud-Est – Farafangana –, et de Tamatave. Il s'appelait Philippe-Alphonse, un nom typique du Sud-Est. Il était écrivain-interprète de l'administration coloniale. Sa première fille était ma mère. Il a épousé quelqu'un qui, peut-être, était en partie sakalava, en partie merina, mais en grande partie *betsimisaraka*.

CLM : Vos grand-mères ne travaillaient probablement pas ? Avaient-elles de nombreux enfants ?

DR : Non, elles ne travaillaient pas, et oui elles avaient beaucoup d'enfants. Ma grand-mère paternelle avait mon père comme fils aîné, il y en avait deux autres après, dont le troisième est devenu gendarme. C'est curieux justement : il était gendarme en 1972-75. Je crois qu'ils étaient trois frères. Mes grands-parents maternels avaient une seule fille, ma mère, l'aînée. Le deuxième s'appelait Raymond, toujours dans le métier de chauffeur-mécanicien. Ensuite Georges, ensuite Adolphe, puis Nicolas qui est mort il y a quelques années. Je n'ai pas pu l'enterrer puisque j'étais en exil en France.

CLM : Que vous ont transmis vos grands-parents ?

DR : Lorsque j'étais officier en second sur mon navire de guerre, avec un commandant français qui s'appelait Bourel de la Roncière, nous avons mouillé au large de Vatomandry. Évidemment, lorsqu'un bâtiment de guerre arrive dans un petit village comme cela, c'est la fête ! J'ai invité ma grand-mère à danser avec moi, dans la Maison du Peuple. Ce jour-là et plus tard quand je suis devenu ministre (je suis allé voir mes grands-parents maternels également quand je suis devenu ministre), mon grand-père était très malheureux. Il m'a dit : « Ce n'est pas possible, de mon temps, quand quelqu'un d'aussi haut gradé arrivait, c'est toute la population qu'on rameutait pour l'accueillir en liesse. Je ne comprends plus, on ne respecte plus la hiérarchie. De mon temps, quand un administrateur français arrivait, le fin-fond de la brousse l'accueillait. Là, tu es ministre et tu viens comme cela, sans tambour ni trompette... Ce n'est pas possible ! ». C'est tout juste si

7. Le sage du village.

8. Village situé entre Vatomandry et Mahanoro.

une larme n'a pas perlé sur son œil. Voilà ce qu'il m'a transmis à moi : le sens du devoir et de la hiérarchie. Et ma grand-mère maternelle, c'est le sens de la famille, le respect des anciens.

CLM : Le fait que votre grand-père travaille dans l'administration coloniale représentait quelque chose pour vous ?

DR : Bien sûr ! Vous savez ils étaient comme des préfets ou sous-préfets d'aujourd'hui. Ils avaient des uniformes, ils avaient une casquette avec des feuilles. Cela représentait l'autorité et on le vénérât, on le respectait : c'était l'ancêtre, le patriarche de la famille. Plus encore que cela, on l'appelait *ragova*, le gouverneur. On le respectait en tant que gouverneur dans toute la ville de Vatomandry. Cela représentait beaucoup de choses pour moi.

CLM : Votre père a donc suivi la trace de votre grand-père maternel...

DR : Oui. Il n'a pas suivi par mimétisme, mais c'était sa vocation à lui aussi. Il était déjà dans cette fonction-là lorsqu'il a épousé ma mère. Ils ont une douzaine d'années de différence. Sous l'administration coloniale, si l'on voulait devenir quelqu'un, il fallait être soit curé pour apprendre le français et avoir de l'influence sur les gens, soit médecin, soit instituteur, soit administrateur de l'administration coloniale. Mon père était de Mahanoro Niarovana, et ma mère de Vatomandry, mais les administrateurs étaient affectés un peu partout⁹. Mon grand-père maternel par exemple a été affecté à Majunga, mon père à Maroantsetra, une ville de la vanille et du girofle au nord de Tamatave. Presque tous mes frères et sœurs, comme moi, sont nés à Vatomandry.

CLM : Vous souvenez-vous de votre maison à Vatomandry, de l'environnement dans lequel vous viviez ?

DR : Oui, bien sûr. C'est une maison en bois, avec un toit en tôle. Il y avait trois chambres. La chambre de mes grands-parents, la chambre des parents, la chambre des enfants, et un salon-salle à manger. Les murs étaient soit en bois soit en *salafa*, une sorte de roseaux. On se lavait avec un seau à l'extérieur, dans la cour. Les toilettes se trouvaient à l'extérieur de la maison, sans chasse-d'eau. On vidait les excréments dans des tinettes. Il n'y avait pas d'adduction d'eau. Ce sont les prisonniers qui étaient chargés de cette sale besogne. D'ailleurs, plus tard, lorsque j'ai construit dans le Grand Sud, à Jafaro, trente-cinq maisons avec des panneaux solaires pour faire monter par gravitation l'eau dans une citerne, les Antandroy ont dit : « Qu'est-ce que c'est que ça, mettre des WC à l'extérieur de la maison ? Ce n'est pas possible ! ». J'ai dit : « Qu'à cela ne tienne, on ne va pas mettre les toilettes dans la maison mais en dehors près de la véranda ».

CLM : Votre Maman était toute dédiée aux tâches de la maison ?

DR : Il y avait tout de même des gens qui l'aidaient dans la tâche ménagère. À l'époque coloniale, ils appelaient cela des *boys*.

9. Ils faisaient un « tour de côtes ».

CLM : Votre père a fait toutes sortes de petits travaux avant de devenir administrateur...

DR : Mon grand-père paternel ayant abandonné ma grand-mère, mon père a dû travailler très tôt pour se débrouiller, en faisant quoi, je ne sais pas... Il est arrivé par la force du poignet. D'ailleurs moi-même avec mon frère, lorsque l'on a commencé à travailler, nous le faisions à la lumière de la bougie ou au clair de lune. On n'avait pas d'éclairage à l'époque. Mon père a été à l'école régionale de Mahanoro, l'école réservée aux indigènes. Mon frère aussi d'ailleurs a fait l'école régionale, à Moramanga.



Albert Ratsiraka,
père de Didier Ratsiraka

CLM : Votre père avait-il de l'ambition pour vous ?

DR : Absolument. Il s'est saigné aux quatre veines pour que nous puissions arriver à des études supérieures. Lorsque nous sommes arrivés à Moramanga, j'avais cinq ans. Mon frère avait huit ans, il avait trois ans de plus que moi. Jacqueline, la troisième, était déjà née. Mon père avait déjà trente-cinq ou quarante ans : il a été affecté à Moramanga de 1941 à 1947. Il voulait nous inscrire à l'école européenne, les CEG actuels. Malheureusement, il n'avait pas la nationalité française. Il était de nationalité malgache. Mon frère était obligé de fréquenter l'école régionale comme mon père et mon grand-père, à Moramanga. C'était très dur, on était éduqué à la dure. Quand on faisait des fautes, on joignait les doigts et l'instituteur tapait avec une règle. Moi, comme je ne

pouvais pas aller à l'école européenne, je n'ai pas été à l'école. J'apprenais avec mon père quand mon frère rentrait de classe. Une fois que mon frère avait fini ses devoirs, je demandais à mon père : « Qu'est-ce que c'est ? ». Il m'expliquait, et je commençais à lire et à écrire. Je n'ai commencé à aller à l'école que vers l'âge de 10 ans, en 1947 à Moramanga, et en 1948 chez les sœurs. En 1948, mon père a été muté pour une année à Ambatondrazaka, le grenier à riz de Madagascar : là, on allait à l'école chez les sœurs, garçons et filles. Par la suite, j'ai rattrapé en sautant des classes. J'étais en avance parce que déjà j'apprenais avec le cahier de mon frère. À l'époque on était pieds-nus, on n'avait pas de chaussures. Je n'ai commencé à porter de chaussures qu'après ma Première communion à Tamatave. Que ce soit à Moramanga ou à Ambatondrazaka, notre passe-temps était de voir la locomotive arriver : tout le monde accourait, on ne pouvait pas monter dedans mais on accourait. Le dimanche, on assistait aux *morengy*, des matchs de boxe à mains nues avec un prix pour le gagnant. Notre cuisinier était très fort et arrondissait ses fins de mois avec la lutte.

CLM : Avant vos 10 ans, avant d'aller à l'école, vous attendiez donc le cahier de votre frère chaque soir ?

DR : Voilà, et dans la journée je travaillais avec les anciens cahiers de mon frère. On n'avait rien. On apprenait par cœur : on apprenait ce que c'est qu'un menhir,

un dolmen, des perce-neige... sans avoir jamais vu de perce-neige ! Je jouais aussi aux calèches, ces petites trottinettes que l'on poussait sur les pentes, j'aidais ma mère, ou je tapais dans des balles. Je commençais à être sportif à l'époque déjà : on jouait avec des pamplemousses et des oranges comme ballons, ou alors des vessies de zébus que l'on soufflait et qu'on attachait pour jouer au foot.

CLM : Était-ce naturel pour vous de ne pas aller à l'école lorsque vous étiez petit, ou en conceviez-vous de la frustration ?

DR : C'était une frustration, puisque mon frère y allait, et moi je n'y allais pas. C'était une frustration pour moi, mais la plus belle fille du monde ne pouvait donner que ce qu'elle avait, et je m'en contentais. J'étais très curieux, et je commençais à apprendre l'anglais et le français. J'ai commencé à apprendre le français quand ma mère a accouché de mon frère à Moramanga, avec un médecin français. Chose curieuse d'ailleurs : ma fille a les yeux clairs, trois de mes frères avaient les yeux clairs. Je me demandais pourquoi mon petit frère avait les yeux clairs. Je pensais que c'était parce que c'était le médecin français qui avait aidé à l'accouchement. J'ai demandé au médecin si c'était pour cela. Il m'a répondu que non, que cela ne se passe pas comme ça. Plus tard, lors de la session du CAMES – l'agrégation de médecine francophone – où j'ai été fait docteur *honoris causa* – j'étais déjà président à Iavoloha –, j'ai raconté cette histoire et leur ai dit : « Inutile de vous dire que depuis, je sais comment on fait des enfants ! ».

CLM : En famille, avec vos parents, vous parliez exclusivement malgache ?

DR : Oui exclusivement. Quelques mots de français parfois en vadrouille ou à l'hôpital. Mais j'ai appris le français en faisant des thèmes et des versions avec le cahier de mon frère. J'ai appris l'anglais en entendant les Zoulous parler anglais entre eux. Je demandais à mon père ce que cela voulait dire, et il me traduisait. En 1947, les Sénégalais, les Maliens et les Sahariens dont les visages étaient marqués pour que l'on évite de voler les bébés¹⁰, chantaient lorsqu'ils portaient en mission de ratissage [*Didier Ratsiraka chante*] : « Général de Gaulle, général de Gaulle, qu'on est con...golais, qu'on est con...golais », et nous par psittacisme on apprenait. Je disais : « Qu'est-ce que c'est Congolais ? ». « Ah c'est un pays loin loin loin... ». Ou bien : « *Ramatoa* mangeait trois canards par jour, mana... ». Les Sénégalais avaient des petites maîtresses malgaches qui s'appelaient *Ramatoa*. *Ramatoa*, ça veut dire « ma dame » en malgache. Ils se plaignaient parce que leurs maîtresses mangeaient trop. En fait, elles prenaient et donnaient une partie à leurs familles. C'est à travers des petites chansons comme cela que l'on apprenait à parler français et anglais. Les Anglais chantaient [*Didier Ratsiraka chante*] : « It's a long way to Tipperary. It's a long way to go ». On ânonnait, comme des perroquets. On ne comprenait rien, mais on répétait. Voilà.

CLM : À Moramanga, votre père n'était-il pas l'un des dirigeants du PADESM ?

DR : Non, mon père n'a jamais été PADESM. Le PADESM, c'est le parti des

10. De nombreuses tribus africaines pratiquent des scarifications d'initiation.

côtiers, des déshérités malgaches, par rapport aux gens de Tananarive qui étaient choyés par l'administration coloniale puisque le gouverneur général habitait à Tananarive. Ils ont créé le Parti des déshérités de Madagascar par rapport au MDRM qui était le Mouvement démocratique de la rénovation malgache. C'est le MDRM qui a mené la lutte idéologique contre la colonisation¹¹. Il y avait le docteur Ravoahangy¹² – pour arriver à quelque chose il fallait être docteur –, le docteur Raseta¹³, et Rabemananjara¹⁴, qui lui est un défroqué – il était au séminaire¹⁵ – et a épousé une Française avec qui il a été exilé à Calvi en Corse. Le PADESM était un mouvement qui était par la force des choses francophile, par opposition au MDRM qui était francophobe. Mon père, qui servait de manière irréprochable et fut décoré de l'Étoile d'Anjouan, n'a jamais voulu adhérer à aucun parti politique jusqu'à sa mort. Les gens croyaient qu'il était PADESM mais il n'a jamais été PADESM¹⁶. La meilleure preuve c'est que le 28 mars 1947 – il y avait déjà la rébellion en brousse à cette date –, les Sénégalais ont brûlé notre maison à Tsaralalana¹⁷, et on a pris ce qui restait. J'avais un chien qui s'appelait *Drôle*, on a dû l'abandonner parce que l'on ne savait pas où l'on allait. C'est à Moramanga qu'a eu lieu le fait le plus marquant de ma jeunesse.

— Encadré 2 – MDRM et PADESM —

Dès la fin de la guerre, à Tananarive, les élites intellectuelles Malgaches s'attachent aux principes de liberté édictés par les Anglo-Saxons dans la Charte de l'Atlantique. Beaucoup revendiquent l'intégration complète de Madagascar dans la République française. Le Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache (MDRM) est fondé le 22 février 1946 et dissous le 10 mai 1947 avec pour objectif à court terme l'autonomie de Madagascar au sein de l'Union française. Une société secrète est créée par l'un des dirigeants du MDRM, Joseph Raseta : la Jina (Jeunesse nationaliste) prépare un soulèvement violent en vue de conquérir l'indépendance. Ce message est bien reçu sur la côte orientale. Le MDRM demande d'éviter les violences, en vain. De manière schématique, le MDRM regroupe principalement des *Merina* tels Joseph Raseta ou Joseph Ravoahangy. Face à lui se forme un mouvement prônant un processus d'autonomie plus graduelle, le Parti des Déshérités de Madagascar (PADESM), qui regroupe principalement des Côtiers à la tête desquels est Philibert Tsiranana. Jean-Roland Randriamaro, dans *Padesm et luttes politiques à Madagascar*, Karthala, 1997, renouvelle la question de la dichotomie PADESM/MDRM en rappelant la place méconnue des *Mainty merina* dans les origines du PADESM, et en présentant la filiation cachée entre PADESM, Parti Social Démocrate, et dirigeants de la deuxième et de la troisième républiques malgaches.

11. Cf. Encadré 2 – « MDRM et PADESM ».

12. Cf. Encadré 3a – « Quelques grandes figures du MDRM ».

13. Cf. Encadré 3b – « Quelques grandes figures du MDRM ».

14. Cf. Encadré 3c – « Quelques grandes figures du MDRM ».

15. Élève au grand séminaire de Tananarive, il est tenté par la prêtrise mais n'a jamais été ordonné prêtre et a choisi d'entrer dans l'administration.

16. Les archives judiciaires d'Aix-en-Provence (dossier 2TMA132, relatif à Tamatave) montrent en tout état de cause qu'Albert Ratsiraka était en 1947-1948 un serviteur dévoué de l'ordre colonial, décoré de l'ordre de l'Étoile d'Anjouan, ordre colonial français en vigueur entre 1896 et 1950

17. Tsaralalana est un quartier de la communauté urbaine de Moramanga.

Encadré 3 – *Quelques grandes figures du MDRM*

a

Joseph Ravoahangy-Andrianavalona, né à Fianarantsoa, médecin, est un *Andriana* d'Imerina. Il fonde en 1913 avec quelques disciples la « VVS » (*V*, *Vato*, *Sakelika*, « fer, pierre, ramification »), une association promouvant un réveil national malgache. Le 21 mars 1946, sur le modèle de la Charte de San Francisco et suivant l'exemple d'Hô Chi Minh, il dépose une proposition de loi visant à faire de Madagascar « un État libre, ayant son gouvernement, son parlement et son armée, au sein de l'Union française ». Il devient le chef incontesté du MDRM. Il est condamné à mort le 4 octobre 1948 suite à l'insurrection malgache de 1947 et au « procès des parlementaires ». Vincent Auriol commue sa peine en détention à vie dans une enceinte fortifiée. Emprisonné aux Comores, puis en 1950 à Calvi, il est libéré en 1956 mais astreint à résidence fixe à Toulouse, où il est médecin hospitalier. Il mène une liste indépendante, mais pro-Tsirirana, aux législatives de 1960, qui obtient deux des cinq sièges de Tananarive. Joseph Ravoahangy est ministre de la Santé, ministre d'État délégué à la présidence de la République sous Tsirirana.

b

Joseph Rasera, né le 9 décembre 1886 à Marovoay, est un médecin d'ethnie *merina* et de caste *hova*. Il est élu à l'Assemblée constituante en 1945, et fonde le *Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache* à Paris en février 1946. Il dépose une proposition de loi demandant pour Madagascar le statut d'« État libre dans l'Union française » en mars 1946, sans succès, et réclame l'organisation d'un référendum à Madagascar. Suite au déclenchement de l'insurrection malgache le 29 mars 1947, il est arrêté et transféré à Tananarive. Il est condamné à mort le 4 octobre 1948 à l'issue du « procès des parlementaires », mais Vincent Auriol commue la peine des condamnés en détention à vie dans une enceinte fortifiée. Joseph Raseta est alors déporté aux Comores puis transféré à Calvi en 1950, avant d'être libéré pour raison de santé en 1955 et mis en résidence à Grasse, puis à Cannes. Il rentre à Madagascar en 1960 et est élu député de Tananarive sous la bannière de l'AKFM, contre Joseph Ravoahangy. Il est candidat aux élections présidentielles de 1965 contre Tsirirana, mais n'obtient que 2 % des voix. Il est nommé grand officier de l'Ordre des combattants de la révolution malgache sous la seconde république.

c

Jacques Rabemamananjara part pour Paris en 1939 et, tout en poursuivant des études littéraires à la Sorbonne, travaille au ministère des Colonies. Il est ensuite l'un des fondateurs du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM), élu député de Madagascar en 1946, condamné aux travaux forcés pour les rébellions de 1947 et amnistié en 1956. De retour à Madagascar en 1960, il fut député, ministre et vice-président sous Philibert Tsirirana. À nouveau exilé en France suite à la révolution de 1972, il publia des œuvres poétiques, dramaturgiques et un essai intitulé *Nationalisme et problèmes malgaches* édité par Présence Africaine en 1959.

CLM : Votre « rencontre » avec les tirailleurs sénégalais ?

DR : Oui. On est allé vers la cité administrative, là où il y avait le bureau de mon père. Sur le chemin, nous avons croisé une équipe de sept Sénégalais. À vrai dire on appelait tous les Africains Sénégalais, mais ceux-là étaient bien Sénégalais... Le caporal dit : « Stop ». Mon père avait mon frère dans les bras. « Donne le petit à sa maman ». Mon père dit : « Pourquoi ? ». « On va vous bander les yeux et on va vous fusiller ». Mon sang n'a fait qu'un tour. J'avais 10 ans et demi. Je me suis dit : « Avant qu'ils ne tuent mon père, j'en tuerai au moins un ou deux ». Je suis allé dans le canal à côté et j'ai pris des pierres pour tuer le Sénégalais qui voulait tirer sur mon père. Mais la providence a fait son œuvre : est arrivée une section de gardes indigènes – l'équivalent des gendarmes aujourd'hui – commandée par un caporal, qui a demandé aux Sénégalais : « Mais qu'est-ce que vous faites ? ». Ils lui répondirent qu'ils avaient ordre de tuer tous les MDRM. Et effectivement, mon père se croyait obligé de cotiser pour le MDRM¹⁸... donc il était loin d'être PADESM ! Mon père se croyait obligé d'aider, voyant ce qui se passait : le grand chef de l'insurrection de 1947, Razafindrabe Victorien, était un collègue écrivain-interprète de mon père. Mon père n'a jamais été PADESM, et il n'était pas PSD. Le caporal a dit : « Pas question que tu tires sur mon beau-père ! C'est mon beau-père ». En fait, ce caporal malgache de la garde indigène avait pour maîtresse notre bonne. Il s'appelait Pierre Rozé. Il s'est mis du côté de ma famille et a dit : « Vous êtes sept, nous sommes sept. Si tu tires, on tire aussi et on verra qui survit ». Du coup le caporal sénégalais a dit : « On ne va pas s'entretuer, on va demander l'arbitrage du capitaine Capin ». On monte jusqu'à la cité administrative, et l'administrateur colonial, le capitaine Capin a dit : « Non, on ne le tue pas, on a besoin d'un écrivain-interprète ». Les Sénégalais voulaient tout de même tuer mon frère aîné, qui n'avait que 14 ans : il était assez grand pour son âge, et les Sénégalais voulaient fusiller tous les hommes de plus de 18 ans qu'ils appelaient des rebelles et que moi j'appelle des patriotes. Ils ont bandé les yeux de mon frère. J'ai couru appeler mon père pour lui dire qu'ils allaient tuer Étienne. Mon père est allé voir l'administrateur colonial en lui disant qu'il était encore un enfant et qu'il n'avait pas 18 ans. C'est comme cela que j'ai sauvé la vie de mon frère.

CLM : C'est alors l'insurrection du 29 mars¹⁹.

DR : Oui. La nuit du 28 au 29 mars 1947, arrive l'attaque. Le 30 ou 31 mars, notre maison a alors été brûlée en représailles, par les Sénégalais, qui se vengeaient de cette attaque²⁰. Nous avons dû partir vivre dans le bureau de mon père, car nous n'avions plus de maison. Quelque temps plus tard, les rebelles comme ils les appelaient – ceux que j'appelle les révolutionnaires ou les patriotes – voulaient des armes et voulaient exfiltrer tous les prisonniers, politiques ou pas. Ils ont

18. Les rebelles de 1947 exigeaient de leurs prisonniers une carte MDRM pour leur laisser la vie sauve. L'adhésion au MDRM fut alors considérée par de nombreux Malgaches comme une assurance-vie.

19. Cf. Encadré 4a – « L'insurrection de mars 1947 ».

20. Cf. Encadré 4b – « L'insurrection de mars 1947 ».

Encadré 4 – *L'insurrection de mars 1947*

a Le 29 mars, des hommes armés de sagaies et de coupe-coupe attaquent les colons et les Malgaches qui travaillent avec eux dans les petites villes de la côte et dans les plantations. Le gouvernement de Paul Ramadier est pris au dépourvu : fait porter la responsabilité des troubles sur les trois parlementaires du MDRM qui sont arrêtés, condamnés à mort pour deux d'entre eux avant de voir leurs peines commuées en exil. Mais la jacquerie s'étend notamment dans l'Ouest de l'île, très défavorisé. 12 000 hommes, pour l'essentiel des troupes coloniales (bataillons nord-africains et tirailleurs sénégalais) sont envoyés à Madagascar pour réprimer les troubles, avec 6 000 hommes de recrutement local (1^{ère} et 2^{ème} RMM). Des débordements et des crimes de guerre ont lieu pendant la répression, notamment à Moramanga où, le 6 mai 1947, une centaine de militants du MDRM sont mitraillés. Sur les événements de 1947, voir l'ouvrage de Jacques Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947*, Karthala, 1986, assorti d'une importante sélection d'archives (pp. 221 à 387).

b Dans la nuit du 29 au 30 mars, les insurgés attaquent le camp militaire Tristani, à la sortie de Moramanga, pour se procurer des armes. La section de quarante Sénégalais qui s'y trouve ne peut défendre ce vaste camp : treize hommes sont tués, et une dizaine sont blessés. Les insurgés se retirent à l'aube, sans butin important, après avoir incendié la ville de Moramanga et ainsi forcé la population à fuir en brousse. Des représailles ont lieu le lendemain. Cf. Archives du ministère de la défense, Service historique de la Défense, carton 8H114.

c « Moramanga, l'Oradour malgache » est le titre, dans *la Nouvelle Critique* de janvier 1954, d'un article de Pierre Boiteau qualifié de « falsificateur » par Jean Fremigacci. Selon Jean Fremigacci (qui nomme Pierre Boiteau « l'homme du Parti à Madagascar entre 1944 et 1947 »), « *l'amplification qui suivit fut telle que le Parti communiste put s'en emparer comme thème de campagne. Ses ministres ayant quitté le gouvernement le 5 mai 1947, au plus fort de la crise malgache, le Parti dut rattraper le temps perdu et faire oublier sa tiédeur antérieure vis-à-vis des nationalistes coloniaux* ». Jean Fremigacci, 1947 : *l'insurrection à Madagascar*, Revue Études coloniales, <http://etudescoloniales.canalblog.com/archives/2006/11/22/3246791.html>, 2006.

d Le chiffre le plus communément repris fait suite à une estimation du commandement militaire en décembre 1948, reprise par le Haut-commissaire de la République française à Madagascar Pierre de Chevigné, selon laquelle le nombre de victimes en vingt mois aurait été de 89 000 victimes du côté malgache. Jean Fremigacci, récusant les termes d'Oradour ou de « génocide oublié », estime pour sa part le nombre des morts entre 30 000 et 40 000, dont 10 000 de mort violente et 20 000 à 30 000 de malnutrition ou de maladie. Il estime que les politiques français ont exagéré le nombre de morts par méconnaissance de Madagascar et pour charger le dossier d'accusation du MDRM. Voir Jean Fremigacci, *La vérité sur la grande révolte de Madagascar*, L'Histoire n°318, http://aece-madagascar.histegeo.org/IMG/pdf/article_revolute_1947.pdf, mars 2007.

donc attaqué la prison²¹. Nous, on nous avait contraints à être hébergés dans le bureau de mon père. On était tous là-dedans, entassés : mon père, ma mère, mon frère aîné Étienne, moi, Jacqueline et mon petit frère qui n'avait que 5 ans. Nous habitions là. Moi, j'ai regardé à travers la serrure. Ils avaient des sagaies, des lance-pierres, des couteaux, des haches, et ils avançaient. Du haut de la prison, il y avait un fusil mitrailleur qui tirait tacatacatatacata. Ils tombaient comme des mouches. Ils criaient : « *Rano ! Rano ! Rano ! Rano !* »²²... ce qui veut dire : « Que les balles deviennent de l'eau ! ». Ils avaient des amulettes. Deux d'entre eux ont aiguisé leurs sagaies sur la marche en ciment du bureau de mon père. À ce moment-là, mon père a fermé la bouche de mon petit frère avec la main, allant presque jusqu'à l'étouffer, pour que l'on ne nous entende pas. Parce que les patriotes qui étaient là ne pouvaient pas savoir que mon père avait cotisé pour le MDRM à partir du moment où il était dans un bureau de l'administration coloniale. Finalement, les Français étaient à cours de munitions, et les patriotes ont réussi à casser la prison. Ils ont exfiltré tous les prisonniers, ils ont pris les armes : c'est comme cela qu'ils se fournissaient en pistolets et mousquetons.

CLM : Certains ont parlé d'« Oradour malgache »²³...

DR : 200 000 tués au bas mot²⁴. Le lendemain, on a regardé tout le sang qui ruisselait, tous les cadavres qui gisaient dans le canal. Pendant trois mois, mon père n'a pas pu manger de viande, écœuré par l'odeur de sang.

CLM : Votre maison de Moramanga a donc été brûlée ?

DR : Oui, c'était une maison en bois avec un toit de chaume et de tôle. La chambre de mes parents, une chambre d'amis, la chambre des enfants et une salle à manger cuisine. Nous étions alors cinq enfants, d'autres sont venus après : mon frère aîné devenu administrateur civil, moi, ma sœur Jacqueline devenue enseignante au lycée, ma sœur Monique titulaire d'un doctorat de philologie et Virginie qui a ensuite fait l'école de la magistrature.

CLM : Y avait-il des discussions politiques chez vous, qui auraient éveillé votre appétit pour la politique ?

DR : Non, pas du tout. Mon père n'a d'ailleurs jamais été gouverneur car il n'a jamais voulu adhérer au PSD. Il a été sous-gouverneur à Tamatave en 1951. C'est après cette nuit du 29 mars 1947 que j'ai dit avant la lettre : « Le pouvoir est au bout du fusil²⁵, je serai militaire ». Mon père me destinait à être médecin, parce que j'avais un goût pour l'entraide. Avant, je voulais être soit curé soit médecin, mais ce jour-là, ma vocation de militaire est née.

21. Cette attaque est distincte de la précédente et intervient un mois plus tard. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, les insurgés attaquent la prison de Moramanga et réussissent à libérer de nombreux prisonniers. Cf. Archives du ministère de la Défense, Service historique de la Défense, carton 8H114.

22. *Rano* signifie « Eau » en malgache.

23. Cf. Encadré 4c – « L'insurrection de mars 1947 ».

24. Cf. Encadré 4d – « L'insurrection de mars 1947 ».

25. « Le pouvoir est au bout du fusil » est une phrase attribuée à Mao Zedong dans les *Citations du Président Mao Zedong*, rassemblées par Lin Piao (le *Petit Livre rouge*), 1964.

CLM : Curé ? Donc une attirance pour la spiritualité lorsque vous étiez enfant ?

DR : La spiritualité, c'est un grand mot. Disons la hiérarchie d'abord, enseignée par mon grand-père et ma grand-mère, l'entraide, la solidarité. La spiritualité c'est un bien grand mot puisque je n'ai fait ma Première communion qu'une fois arrivé à Tamatave en 1951. Mes parents étaient catholiques tous les deux. Ils allaient à la messe. Tous mes frères et sœurs étaient baptisés, avaient fait leur Première communion et leur communion solennelle, et par la suite leur confirmation. Tout le monde est confirmé dans la famille.

CLM : Y avait-il beaucoup de dialogue dans votre famille ?

DR : À cette époque-là non, une fois arrivés à Tamatave, plus. On survivait quoi. On survivait...

CLM : Certains peuples côtiers ont été victimes du commerce de traite et de l'esclavagisme, y compris intra-africain et intra-malgache. Cela imprégnait-il votre mémoire familiale ?

DR : Les *Betsimisaraka* étaient plutôt esclavagistes : ils allaient en Afrique en pirogue chercher des esclaves. Les *Sakalava* aussi allaient chercher des esclaves en Afrique. Et les vrais descendants d'esclaves africains à Madagascar s'appellent les *Makoa*²⁶. Si vous regardez la carte au Mozambique, il y a une île qui s'appelle *Makoa*. Cela étant, les rois *merina* avaient aussi des esclaves malgaches qui ne sont pas nécessairement venus d'Afrique, mais qu'on appelle aujourd'hui les « Noirs » de Tananarive²⁷. Ils ne sont pas tous descendants d'esclaves, mais certains d'entre eux le sont. Ils habitent les bas-quartiers, alors que la haute bourgeoisie, par définition, habite en haut du côté du Palais de la Reine. La « haute », et les bas quartiers. L'organisation tribale et clanique malgache est très compliquée : il faut lire le livre du Révérend Père Callet *Histoire des rois*. Parmi les Noirs de Tananarive, que l'on appelle les *mainity*, il y a encore plusieurs sous-castes ou sous-tribus : les anciens descendants d'esclaves les *Manisotra*, les *Manendy*, les *Tsiarondahy*. Pareil pour les nobles *Merina* : il y a les *Andriamasinavalona*, les *Zazamarolahy* mais également les *Andriantompokoindrindra*, les *Andrianamboninolona*, les *Zanadralambo*, *et caetera et caetera*, il y a plusieurs gradations comme ça. Mon gendre par exemple est de la caste des *Andriandranando*. Ensuite, il y a les *Hova*, qui ne sont pas des *Andriana*, mais de la descendance du Premier ministre Rainilaiarivony, et parmi les *Hova*, les *Tsimahafotsy*, les *Tsimiambobolahy*... C'est toute une constellation !

CLM : Aviez-vous un sentiment d'appartenance ethnique²⁸ pendant votre enfance ?

DR : Ethnique pas tout à fait, parce qu'il y a de tout dans la famille : des *Antaisaka*, des *Sakalava*, des *Betsimisaraka*, des *Merina*... Ce côté-là n'avait pas prise. C'est peut-être pour cela que mon père n'était pas PADESM aussi. Et puis ils ont été

26. Le peuple *Makoa* vit sur la côte ouest et descend d'esclaves capturés en Afrique.

27. Sur la question de l'esclavage à Madagascar, voir : Ignace Rakoto, *L'esclavage à Madagascar : aspects historiques et résurgences contemporaines*, Institut géographique national FTM, 1997, Ignace Rakoto, *La route des esclaves. Système servile et traite dans l'Est malgache*, L'Harmattan, 2001. Ignace Rakoto et Sylvain Urfer (dir.) *Esclavage et libération à Madagascar*, Karthala-Centre Foi et Justice, 2014.

28. De manière schématique, on compte dix-huit tribus traditionnelles à Madagascar.

affectés un peu partout. Non, on n'avait pas ce sentiment de différence ethnique. Par la suite, quand on a été au collège Saint-Joseph, tout le monde était mélangé. J'ai eu un premier prix, et on pouvait choisir le cadeau que l'on voulait. Moi, petit enfant de petit fonctionnaire, j'étais embarrassé pour choisir. J'étais le premier mais j'avais l'impression de voler. J'allais prendre un crayon. Alors le frère Florian Paul, le patron de Saint-Joseph, m'a dit : « Mais non mon jeune ami, prenez donc le dictionnaire qui est là ! ». C'était mon premier dictionnaire. Je l'avais encore quand j'étais ministre. J'ai conservé ça comme une relique. Je n'ai pas osé prendre le dictionnaire alors que j'avais le premier prix ! J'avais un camarade des hauts plateaux, *merina*, andriana, qui lui était au groupe scolaire (lui pouvait aller au groupe scolaire français, nous on était chez les frères de Saint-Joseph) : chaque mois, on comparait nos notes. « Quelles notes tu as ? ». « Moi je suis premier ». « Moi aussi »... On se comparait tous les deux comme ça. Non, il n'y avait pas d'antagonisme. Mon père en tant que sous-gouverneur, avait des administrés de tous les bords.

CLM : Après Ambatondrazaka, Tamatave. Comment votre famille vivait-elle ces déménagements à répétition ?

DR : Mon père a été affecté en 1949 à Tamatave après Ambatondrazaka, et nous avons été chez les frères des Écoles chrétiennes, l'école Saint-Joseph qui aujourd'hui s'appelle Stella Maris. Encore un changement oui, mais c'était comme ça. Quand on est affecté, on est affecté. On servait l'administration. Même ma famille à moi, ma femme, a assez mal vécu mes différentes affectations. J'ai quatre enfants, trois filles et un garçon²⁹ : je n'en ai pas vu un seul naître. J'ai toujours été soit en mer, soit envoyé en mission par le général Ramanantsoa comme ministre des Affaires étrangères. Je n'ai pas vu un seul de mes enfants naître. Ma femme a dû mal le vivre. Moi aussi d'ailleurs, mais on ne le montrait pas. C'est le service du pays. Grandeur et servitude militaire.

CLM : Tamatave, la grande ville, Saint-Joseph, c'était un gros changement pour vous ?

DR : Oui bien sûr, c'est là que j'ai fait ma Première communion et que j'ai eu mes premières chaussures, plutôt des savates qu'autre chose. On avait un brassard blanc de communiant. On nous disait qu'il ne fallait pas mordre le corps du Christ, sinon ça allait saigner. On avait peur, on laissait fondre sur la langue. À l'époque, pas question de toucher à l'hostie : c'est le curé qui vous la mettait dans la bouche. On n'avait pas le droit de manger avant d'aller communier. Jeûne. Jusqu'à quel point était-on croyant ? Plutôt par habitude. Mais oui, Tamatave, c'était un gros changement : on voyait les bateaux arriver, il y avait les marins, il y avait une piscine municipale – ça n'existait pas une piscine à Ambatondrazaka ! –, un stade municipal.

29. Les trois filles de Didier Ratsiraka sont prénommées Olga, Annick et Sophie et son fils Xavier.

CLM : C'est votre grande époque de footballeur ?

DR : Oui, je jouais beaucoup au foot. J'ai dit à mon père et à ma mère : « Je me vois capitaine de football ». Évidemment, ils me riaient au nez : ça n'existait pas. Mais je me voyais capitaine d'une équipe scolaire. Un an plus tard, un tournoi a été organisé entre le groupe scolaire et mon école, et j'étais devenu capitaine d'équipe ! Je ne sais pas comment je le sentais, mais je le sentais. J'étais avant-centre n° 9. Je jouais bien, mais un jour alors que je marquais mon but, le goal m'est tombé dessus. C'est pour cela que ma jambe droite a un défaut par rapport à ma jambe gauche. Je suis rentré chez mes parents en catimini, me suis assis sur ma chaise et mis à travailler... et je me suis laissé tomber. J'ai crié et dit à mes parents que je m'étais fait mal à la jambe. Parce que ça coûte cher de plâtrer un genou ! Ils n'avaient pas de quoi me payer cela, donc ils ont pris un masseur traditionnel qui m'a massé pendant un mois. Par la suite, mes parents ont reconnu mon talent de footballeur. Mon père a constitué une équipe de football *betsimisaraka*, l'USB³⁰. C'était ma première équipe, et mon directeur du protocole, le doyen de l'AREMA, Moïse Rakotosihanaka, jouait avec nous à l'Union Sportive *Betsimisaraka* ! Par la suite j'ai été pris dans l'équipe du Fortior, un des meilleurs clubs de Tamatave sinon de Madagascar, et je suis devenu « international » : on faisait un tournoi triangulaire de football entre Madagascar, Maurice et La Réunion, tous les ans ou tous les trois ans. J'ai eu une médaille de bronze pour avoir participé à deux ou trois finales.

CLM : Vous avez ensuite intégré le collège Saint-Michel à Tananarive. Quels y sont vos souvenirs ?

DR : Arrivés au collège Saint-Michel où nous étions pensionnaires³¹, les Malgaches mangeaient différemment des Français. Les Malgaches avaient du riz avec une cuillerée de sucre roux, et il y avait beaucoup de paddy³² dans le riz. Les Français,



Division des grands au collège Saint-Michel (classes de 3^{ème}, 2^{de} et 1^{ère}). Didier Ratsiraka est au deuxième rang (en partant du bas), le second en partant de la gauche. Étienne Ratsiraka est au dernier rang (en haut), le troisième en partant de la gauche.

30. Union Sportive *Betsimisaraka*.

31. Selon un entretien de Françoise Raison-Jourde avec le père Tiersonnier en octobre 2007, Didier Ratsiraka avait deux familles d'accueil pour le week-end à Tananarive : les Ranjeva et les Ramahatra. Françoise Raison-Jourde et Gérard Roy, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Karthala, 2010, p. 398.

32. Le riz « paddy » est un riz à l'état brut, non décortiqué, qui a conservé sa balle (son écorce).

dans le même réfectoire, avaient du café ou du chocolat au lait avec du pain et du beurre. Et on faisait le *Bénédicté* tous ensemble. Je me disais : « Mais ce n'est pas normal ! C'est ça la charité que le Christ a enseignée aux apôtres ? Ce n'est pas chrétien ». J'ai dit : « Comptons chaque paddy ». J'en avais soixante-douze dans mon assiette. « Voilà votre discrimination ». Pas question de faire grève des cours parce que c'était payant, mais j'ai demandé aux Malgaches de faire grève. J'ai dit : « Écoutez, aujourd'hui, après le *Bénédicté*, on ne mange pas ». Finalement le père recteur est venu, et depuis tout le monde mange la même chose. C'est la première grève que j'ai conduite. On avait le même dortoir, les mêmes profs, on apprenait les mêmes choses, on jouait au foot ensemble, mais quand il s'agissait de manger, c'étaient les Malgaches d'un côté et les Français de l'autre. J'ai dit cela, après, aux étudiants qui faisaient grève. Je leur ai dit : « Vous faites grève, mais vous êtes complètement idiots ! Qui va payer selon vous ? Vous passez une année blanche ! Moi j'ai conduit la première grève au lycée Saint-Michel, mais en ne m'en prenant qu'à la nourriture ». C'est à ce moment-là qu'arrive Diên Biên Phu³³. À ce moment-là également arrive Mohammed V exilé à Antsirabe³⁴. Moulay Hassan, le futur roi Hassan II, était dans la classe de mon frère, et Moulay Abdellah était dans ma classe à moi. Cela m'a confirmé dans ma conviction. C'était après ma grève, ils étaient traités comme des Français, comme des pachas. En tout cas, c'est de là qu'est née ma conscience politique.

CLM : La formation jésuite vous a-t-elle marqué³⁵ ?

DR : Ah oui, c'était très bien. Cela m'a marqué, en bien, sauf cette histoire de paddy. J'ai passé deux ans au collège Saint-Michel. J'ai même joué au théâtre *Les Fourberies de Scapin*. Le jeudi, on allait cueillir le raisin que les jésuites cultivaient à Tananarive et à Fianarantsoa. C'est tout ce que l'on avait comme extra, mais j'ai passé un bon séjour là-bas. D'ailleurs de nombreux pères sont venus plus tard manger à la maison une fois par mois, quand je suis devenu ministre puis président : le père de Torquat qui était notre surveillant, le père du Mouza, le cardinal Razafindratandra, sœur Léontine, le père Jean-Baptiste³⁶... Et pourtant ce sont ces gens-là qui ont été à l'origine de ma chute en 1991³⁷ ! Rendez-vous compte !

33. La bataille de Diên Biên Phu (13 mars au 7 mai 1954) est le dernier affrontement d'ampleur de la guerre d'Indochine. Elle opposa les forces de l'Union française aux forces du Viêt Minh au Tonkin (actuel Nord Viet Nam). Cette bataille se termina suite à la décision de l'état-major français d'arrêter le feu faute de munitions : ceci eu pour effet d'accélérer les négociations entre les deux parties, la France quittant la partie Nord du Viêt Nam après les accords de Genève signés en juillet 1954.

34. Le roi Mohammed V fut arrêté en 1953 et déporté en Corse, puis à Antsirabe à partir de 1954 avec ses enfants, dont Moulay Hassan et Moulay Abdallah.

35. Cf. Encadré 5 – « L'élève Didier Ratsiraka au collège Saint-Michel d'Antananarivo ».

36. « Dans la capitale, l'ancien de Saint-Michel était appuyé indirectement par le 'groupe [catholique] du lundi' que fréquentait son frère Étienne, par Ralibera [sj], par une majorité d'*Ady Gasy*. Ralibera ne cache pas à quel point il était l'homme des couches montantes catholiques et combien celles-ci étaient hostiles à Rabetafika. », Françoise Raison-Jourde et Gérard Roy, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Karthala, 2010, p. 405.

37. Le FFKM, Conseil des Églises chrétiennes à Madagascar, joua un grand rôle dans la destitution de Didier Ratsiraka en 1991.

— Encadré 5 – *L'élève Didier Ratsiraka au collège Saint-Michel d'Antananarivo* —

Le père jésuite Rémy Ralibera rapporte l'anecdote suivante : « Le ministère des Affaires étrangères a été confié à un jeune officier de marine, le capitaine de frégate Didier Ignace Ratsiraka. On disait et on répétait qu'il était un ancien de Saint-Michel, Amparibe ; lui-même semblait heureux de se voir attribuer ce titre, bien que son passage à Saint-Michel fût plutôt rapide : deux années scolaires seulement (seconde et première). Il n'en laissa pas moins le souvenir d'un excellent footballeur (côté élèves) et d'un élève à la mémoire phénoménale (côté professeurs). À propos de ce dernier point, une anecdote. Il s'agissait de faire une sorte de compte rendu d'un texte d'auteur. À la correction du compte rendu de l'élève Didier Ratsiraka, le professeur s'est trouvé devant un texte absolument identique à celui de l'auteur. Conclusion : l'élève a copié mais a échappé à la vigilance d'un surveillant du cours. Interpellation de l'élève Didier Ratsiraka par le préfet : « *Tu as copié, tu as triché* ». L'élève Didier Ratsiraka a fait le pari suivant : « *Mon Père, faites-moi lire un texte d'auteur de même longueur et donnez-moi cinq minutes ; je vous rendrai le même texte, de mémoire* ». Pari tenu, pari gagné, l'élève a lu un texte, et l'a reproduit intégralement de mémoire après l'avoir lu une seule fois. Les jésuites de l'époque (éducateurs, enseignants, surveillants et préfets) avaient-ils eu le temps d'influencer le footballeur de talent et l'élève à la mémoire phénoménale à la méthode jésuite en si peu de temps ? Je ne le crois pas. » Rémy Ralibera, sj, *Souvenirs et témoignages malgaches, De la colonisation à la III^e République*, Foi et Justice, 2007, p. 139.

« À genou les hommes. Debout les officiers. »



Didier Ratsiraka élève officier

L'ÉTUDIANT

CLM : Comment avez-vous pris la décision de partir étudier en France ?

DR : Mon frère Étienne était pensionnaire à Saint-Michel, une année au-dessus de moi. Nous descendions voir nos parents lors de toutes les grandes vacances. Je voulais voir si la transmission de pensée fonctionnait. J'ai regardé fixement mon père en me concentrant, et en disant en moi-même : « Prends la cuillère avec la main gauche plutôt que la main droite ». Il le fait. « Gratte-toi l'oreille ». Il se gratte. Je me suis dit : « Mais ça marche ! » Alors j'ai fait de la transmission de pensée. J'ai dit : « Papa, je veux aller faire mes études en France ». C'était après Diên Biên Phu. Et finalement il a dit : « OK, mais je n'ai pas d'argent ». J'ai dit : « Mais il n'y a pas un moyen ? On ne peut pas emprunter ? ». Il a emprunté de l'argent, 75 000 francs CFA de l'époque, à un boucher *merina* des hauts-plateaux³⁸. Je n'avais pas de bourse, hormis ma dernière année avant d'entrer à l'École navale : je travaillais pendant mes études, pendant mes vacances. Ma première solde d'aspirant à l'École navale, j'en ai envoyé le tiers à mes parents, car nous étions dix frères et sœurs : c'est beaucoup pour un seul homme ! Pour mon père qui n'avait que sa retraite pour vivre. Il allait chercher des pierres en brousse et il les taillait : du quartz, de l'aragonite, toute sorte de pierres...

CLM : Vous quittez alors Madagascar.

DR : J'ai quitté Madagascar en janvier 1955. Il n'y avait pas d'avion, on partait en bateau. J'ai voyagé sur le Pierre-Loti. C'est curieux que les noms me reviennent comme ça ! Je suis arrivé en février 1955 à Marseille. Il faisait -17°³⁹. Quand j'urinais, ça devenait de la glace ! Je n'avais qu'un blouson de cuir. Je grelottais ! Je ne sentais pas mes oreilles, je ne sentais pas mes narines. C'est un sénateur malgache, Laingo Ralijaona, de la même région que nous⁴⁰, qui est venu nous chercher avec Hassan Gouled, qui était alors sénateur français. J'ai retrouvé Hassan Gouled en 1975 : il était devenu président de Djibouti, et moi président de Madagascar ! C'est ce sénateur malgache qui a cherché un lycée pour moi et a trouvé Montgeron⁴¹, parce qu'il y avait là-bas une pension de famille tenue par M^{me} Dautel, où nous étions garçons et filles.

CLM : Qu'est-ce qui vous a frappé à votre arrivée en France ?

DR : Avant, à Madagascar, nous n'avions au petit déjeuner qu'un quignon de pain sans beurre avec du thé malgache et un peu de sucre. Arrivés en France, on

38. Les opposants de Didier Ratsiraka affirment qu'« Albert fut trésorier d'une association de côtiers dont la principale activité devait être celle de promouvoir la formation intellectuelle des jeunes côtiers. Il détournait malheureusement les fonds de cette association et les focalisa préférentiellement sur la formation de ses deux fils, Didier et Etienne. L'association ainsi gravement amputée dut cesser ses activités. Albert Ratsiraka termina presque anonymement sa vie à Tamatave (dont il n'a jamais été originaire comme on le prétend). » Source : <http://forum.lixium.fr/d-385582.htm>

39. Le record de la température la plus basse en février à Marseille est de -16,8°C le 12 février 1956 (Source : <http://www.meteo-marseille.com/records/mois/fevrier>), mais les températures étaient positives en février 1955 (Source : <http://www.infoclimat.fr/observations-meteo/archives/1er/fevrier/1955/marseille-marignane/07650.html>).

40. Laingo Ralijaona fut l'un des très francophiles membres fondateurs du PADESM à Tamatave.

41. Le lycée de Montgeron, situé en lisière de la forêt de Sénart, était l'annexe du lycée Henri-IV depuis sa création en 1946 jusqu'en 1955..

mangeait comme des Français... des Français du collège Saint-Michel, donc je n'étais pas trop dépaycé. J'ai commencé à faire du saut en hauteur. Pour tout vous dire, c'est assez curieux mais je sautais en hauteur sur le dos, et le prof de gym m'a engueulé en me disant qu'on sautait en californien ou en ventral. On n'avait pas de mousse pour amortir, on tombait sur du sable, donc ça faisait mal sur le dos. Mais toujours est-il que j'ai dépassé les autres ! Puisque je gagnais comme ça, je continuais comme ça. Et aujourd'hui tous les champions du monde en hauteur sautent comme j'ai sauté en 1955, sur le dos⁴² ! Au lycée Henri IV et à l'École navale, j'étais le seul à sauter comme ça.

CLM : Scolairement, avez-vous eu des difficultés à votre arrivée ?

DR : Non, au contraire. J'ai passé le bac première partie en juin 1955 au lycée Henri IV alors que je suis arrivé en février, et j'ai réussi. À l'École navale, lorsqu'on me demandait : « Où avez-vous passé le bac » ? Je disais : « Au lycée Henri IV ». « Ah bon », me répondait-on avec un air de dire que si j'avais passé le bac à Madagascar, c'était un bac au rabais. Alors que c'est le contraire ! On faisait un effort tel pour être au niveau que le bac que l'on passait à Madagascar à l'époque – pas maintenant mais à l'époque – était pratiquement supérieur au bac ici. La preuve, j'arrivais en février en France, et je passais le bac en juin. À Madagascar, on devait tout apprendre par cœur sans moyen. Par exemple on apprenait par cœur que l'hélianthine, le tournesol, le phénol étaient des colorants. Alors qu'en France, on voyait tout cela en travaux pratiques, on voyait la réaction avec des expériences, en chimie, en physique. C'était beaucoup plus facile ! C'était aisé pour moi car j'avais déjà tout ingurgité, appris par cœur ! J'ai néanmoins été 5/2⁴³, car tout en étant en taupé⁴⁴ j'étudiais à la Sorbonne.

CLM : Que faisiez-vous pendant votre temps libre ?



Club de foot du lycée Henri IV

DR : Lorsque j'étais au lycée Henri IV, on dansait le *bebop* le jeudi ou le samedi – quand il n'y avait pas foot – à la Huchette, rue du Chat qui pêche dans le 5^e, avec Maxime Saury et Sidney Bechet. Mais le samedi et dimanche quand il y avait match, j'allais comme avant-centre au Stade français. En amateur bien sûr, mais je jouais comme avant-centre au Stade français. C'était en 1955, j'avais 19 ans. Pendant les vacances, avec l'un de mes amis qui était en classe avec moi à Saint-Michel, nous avons

42. La technique du rouleau dorsal pour le saut en hauteur est également appelée *Fosbury-flop*, du nom de l'athlète américain Dick Fosbury, qui remporta avec cette technique les Jeux olympiques d'été de 1968 à Mexico. La paternité de cette technique est généralement attribuée à Bruce Candage, un étudiant du Montana photographié en 1963 en train de sauter avec cette technique lors d'une compétition scolaire dans le Montana.

43. On appelle 5/2 (cinq-demis) un élève qui redouble la deuxième année de classe préparatoire scientifique.

44. Être taupin, ou être « en taupé » signifie être élève de classes préparatoires scientifiques en France (« hypotaupé » ou « maths sup » la première année, « taupé » ou « maths spé » la deuxième année), du fait du travail acharné et souterrain qu'il doit fournir.

voyagé en autostop, depuis Paris, au Luxembourg, en Belgique, en Allemagne, au Danemark, en Norvège, en Suède. On habitait dans les auberges de jeunesse : on parlait anglais, un peu suédois... Il fallait se débrouiller. C'est très formateur, le voyage. Pendant les sorties, j'allais dans deux familles différentes : une famille d'ouvriers communistes et une famille du 16^e, 9 rue Adolphe Yvon, chez M. et M^{me} Darde, fabricants de biscuits. Avec la famille communiste, nous allions au stade avec le litron, le saucisson. Ils étaient contre de Gaulle et pour Poher, « parce que lui, il parle comme nous – disaient-ils –, il dit *vikend* au lieu de *week-end* ». A contrario, chez les Darde, c'était pratiquement la noblesse : Monsieur et Madame se vouvoyaient. Moi j'étais révolutionnaire, j'étais à l'UNEF⁴⁵. En 1958, j'économisais pour pouvoir voyager et voter contre le référendum de De Gaulle⁴⁶. Lorsqu'il y a eu ce référendum, j'ai travaillé comme garçon d'ascenseur, en triant les lettres à la poste et en faisant la plongée pour me payer mon voyage pour voter non. Sékou Touré⁴⁷ a dit non. Ne croyez pas que j'étais anti-gaulliste, au contraire. J'admirais de Gaulle et je l'admire toujours aujourd'hui. Je suis plus gaulliste que les gaullistes, plus gaullien que les gaulliens. Mais il s'agissait de mon pays.

CLM : Militant à l'UNEF, vous vous considériez donc « de gauche » ?

DR : Avant l'École navale, bien sûr qu'on était à gauche ! On n'était pas communistes, mais on était à gauche. Au lycée Henri IV, on avait un professeur de philosophie vraiment communiste, des professeurs d'histoire socialistes. Les professeurs d'histoire d'Henri IV ont été importants dans ma construction idéologique. Le socialisme, on l'a intégré comme phraséologie de lutte. Moi, j'étais pour la Révolution nationale Démocratique. Le socialisme était un slogan que l'on utilisait pour mobiliser les masses. D'ailleurs, Mao Zedong lui-même a réussi la phase de Révolution nationale Démocratique mais n'a pas totalement réussi la phase de socialisme. Il a sauté un bond en avant et été communiste. Nous, nous n'étions pas communistes, nous étions à gauche. Vous savez, il n'y avait pas de frontière bien définie entre la Révolution nationale Démocratique, le socialisme et le communisme.

CLM : Vous avez donc découvert le socialisme à Henri IV ?

DR : Oui, j'étais membre de l'UNEF. Ce n'est pas évident sur le coup : Henri Lopes, actuel ambassadeur de la République du Congo en France, était le Premier ministre de Marien Ngouabi, socialiste comme moi. Lui avait la veste Mao : il

45. L'Union nationale des étudiants de France (UNEF) est une organisation étudiante française fondée en 1907, ayant pour but de défendre les intérêts des étudiants. Elle est souvent classée à gauche de la scène politique française.

46. Le référendum du 28 septembre 1958 (conforté par plus des 4/5^e des voix) demandait aux Français de ratifier le projet de Constitution posant les fondements de la Ve République. Dans les colonies françaises, le référendum avait également pour objet la création de la Communauté française. Cette Communauté, conçue comme une nouvelle structure rassemblant la France et ses anciennes colonies et protectorats, a remplacé l'Union française lors de la proclamation de la Constitution de la Ve République française. La Guinée fut la seule colonie à rejeter le référendum et à accéder à l'indépendance, Sékou Touré à sa tête.

47. Premier président de la République de Guinée, depuis l'indépendance obtenue de la France en 1958 jusqu'à sa mort en 1984.

était au lycée Henri IV avec moi.

CLM : Vous avez renoncé à ces idées à l'École navale ?

DR : En effet, cet engagement était mis de côté. J'étais tout focalisé sur mes études, mais abonné au *Monde diplomatique* pour ne pas couper le cordon ombilical entre ce que j'étais avant et ce que j'étais après. Je suis indépendant d'esprit, si bien que j'admire aussi bien Jaurès que Napoléon. Car je suis nationaliste dans le sens noble du terme, patriote si vous voulez. Mais à l'École navale, j'étais fana de Napoléon, sauf quand il s'adonnait à l'esclavage ou quand il a vendu la Louisiane aux Américains. Mais pour tout ce qui est stratégie guerrière, j'étais fana de Napoléon.

CLM : En 1960, vous choisissez l'École navale, pourquoi ?

DR : On entrait là où on intégrait : si c'était Centrale on allait à Centrale, si c'était Polytechnique on allait à Polytechnique. Moi, je ne pouvais pas entrer à Polytechnique car j'avais plus de vingt-et-un ans lors du concours. Centrale ne m'intéressait pas, car je voulais soit la politique, soit la carrière militaire. J'avais passé le concours de l'INSEE parce que c'était politique. Mais le ministre de l'Intérieur m'a dit : « Il faut choisir Navale, on va devenir indépendants ». C'est comme cela que je suis rentré à Navale, parce que c'était la veille de l'indépendance. Et puis l'École navale était plus cotée que l'École polytechnique avant la guerre. C'était plus polyvalent parce que dans un navire de guerre, comme le Clemenceau ou le Foch, c'est toute une ville de 800 à 2 000 habitants. Il y a toutes les spécialités, même des cuisiniers-boulangers. On fait la météo tous les jours, matin et soir, à partir d'un simple baromètre, pour prévoir s'il y aura un cyclone ou pas. Il y a des canonnières, des torpilleurs, des sous-marins, des pilotes, des navigateurs aériens, des radaristes, des transmetteurs – moi je suis transmetteur électronique –, des toubibs, des intendants, des commissaires de la marine... C'est beaucoup plus polytechnique que les polytechniciens ! Les polytechniciens ne deviennent vraiment polytechniciens que par la suite avec l'application. Lorsque j'étais attaché militaire tout en faisant l'École de guerre, j'étais le parrain d'un polytechnicien malgache qui m'a demandé quels étaient les débouchés à Madagascar : je lui ai dit les Ponts et Chaussées parce que nous n'avons pas assez de routes, les télécommunications, mais aussi le management... Le *brain drain* est une catastrophe à Madagascar : on a plus de médecins malgaches en France qu'à Madagascar !

CLM : Vous étiez déjà engagé en politique, via l'UNEF...

DR : Oui, et aussi via l'Association des étudiants d'origine malgache en France, où je fréquentais le pasteur Andriamanjato, Guy Willy Razanamasy, le Premier ministre de consensus de 1991, Zafy Albert. On militait tous dans l'Association des étudiants d'origine malgache en France. Mais là, Zafy Albert, ainsi que d'autres « fils de PADESM », se sont dit qu'il faudrait qu'il y ait une amicale des étudiants côtiers. On a créé une Amicale des étudiants malgaches côtiers en

1956⁴⁸. Pour diriger la section de Paris, on a voté et c'est moi qui suis passé, à 19 ans. Cela a créé des jaloux à l'époque déjà, mais c'était un vote secret. J'étais donc membre de l'UNEF, de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, de l'Association des Étudiants d'origine malgache en France et de l'Amicale des étudiants malgaches côtiers.

CLM : Vous poursuivez cet engagement à l'École navale ?

DR : Je n'étais pas d'accord avec mes camarades de promotion, car la plupart des gens de *La royale*⁴⁹ étaient antigauillistes, ils étaient dans l'OAS⁵⁰. Cela m'a rendu encore plus gaulliste. Pourtant, j'ai voté non au référendum de 1958, j'ai payé mon billet. Évidemment, le « oui » l'a emporté à Madagascar. Il n'y a que chez Sékou Touré que le « non » l'a emporté. J'étais anti-OAS. J'étais patriote, pour ne pas dire nationaliste. Quand j'étais à l'École navale, j'étais abonné au *Monde diplomatique*.

CLM : Et pendant votre temps libre ?

DR : Quand mes camarades sortaient pour aller chercher la gueuse, des petites copines, moi j'apprenais à piloter et j'apprenais le russe. Le russe était l'ennemi, j'étais contre les Russes, donc j'apprenais le russe. Par la suite, ce sont les Chinois et les Russes qui m'ont aidé à Madagascar : on m'a dit que j'étais communiste, dictateur sanguinaire... Et quand je préparais l'INSEE, j'allais chez Berlitz pour



Didier Ratsiraka (à droite) étudiant en permission, avec des amis



Jeune homme en goguette

48. Philibert Tsiranana avait fondé l'Association des Étudiants Malgaches Côtiers (AEMC) en août 1949, et l'Association Culturelle des Intellectuels Malgaches Côtiers (ACIMCO) en septembre 1951 à Madagascar.

49. Le Collège royal de la Marine, mis en activité en 1818, prit le nom d'École royale préparatoire de la Marine en 1829, puis en novembre 1830 celui d'École navale.

50. L'Organisation armée secrète (OAS) était une organisation française clandestine créée le 11 février 1961. Elle rassemblait des civils et une partie de l'armée s'opposant par tous les moyens à la politique d'autodétermination promue par le général de Gaulle à partir de la fin de l'année 1959. Le slogan de l'OAS, « L'Algérie est française et le restera », fut mis à mal par le référendum sur l'autodétermination en Algérie 8 janvier 1961, approuvé par 75 % des votants.

apprendre l'espagnol, et un peu l'anglais, le soir de 20 heures à 21 heures. Je n'étais pas un étudiant comme les autres : je gueulais contre les étudiants africains, en disant : « Vous vous comportez mal, c'est comme ça que vos pays sont mal vus en Europe et en France. Vous êtes les ambassadeurs de votre pays ! ». Moi j'allais au foot et j'ai arrêté de boire de l'alcool en 1956 car je trouvais que cela me diminuait quand je jouais au Stade français. À l'École navale, je n'avais pas assez de moyens pour partir le week-end : parfois mon ami d'Estienne d'Orves, qui venait d'une grande famille de marins dont le père avait été fusillé à Brest par les Allemands, m'emmenait en voiture rendre visite à sa mère. J'étais également ami avec de Kersauson, Courau – major à l'entrée de Navale – ou encore Robert – qui a bifurqué vers la biffe comme fusilier marin –.

CLM : Pendant votre scolarité à l'École navale, pensiez-vous déjà à la base de Diego, à ce que vous pourriez faire de retour à Madagascar ?

DR : Non, pas du tout ! J'étais comme un Français là-bas. Quand je suis arrivé à Diego, il y avait l'amiral La Haye, FFL⁵¹ de la première heure, partisan du général de Gaulle, un ami à moi. J'étais ami de sa famille, il commandait la base de Diego Suarez. J'acceptais. C'est par la suite seulement, lorsque l'on a essayé de me lancer dans un coup d'État contre Tsiranana, que je me suis dit : « Quand même, c'est dégueulasse ! Tsiranana est l'un des plus francophiles parmi les chefs d'État africains comme Senghor⁵², comme Houphouët-Boigny⁵³. Il était dans les jeunesses communistes⁵⁴, puis il a renié les communistes et dit '*De Gaulle c'est mon Père*'. Et on a voulu le destituer, et c'est la France qui a été à l'origine de sa destitution ! ». C'est à partir de là que ça a commencé à trotter dans ma tête. Quand on m'a donné comme mission de renégocier les accords de coopération avec la France, de quitter la zone franc⁵⁵, de démanteler les bases françaises navales et aériennes à Madagascar, j'ai rempli ma mission, c'est tout. Avec l'aide de Pompidou, avec l'aide de l'amiral La Haye et de mes camarades et patrons de l'École de guerre. Non, ça se fait comme ça, petit à petit, ça ne vient pas tout d'un coup. J'avais comme vocation d'être curé ou médecin. 1947 m'a donné l'idée que le pouvoir est au bout du fusil. Et puis on a fait le tour du monde...

CLM : Que vous ont apporté ces voyages ?

DR : Avec la *Jeanne*⁵⁶, j'ai été à Karachi, à Hong-Kong, au Japon, à Honolulu

51. Les Forces françaises libres étaient les forces armées ralliées à la France libre.

52. Premier président de la République du Sénégal (1960-1980) et poète.

53. Père de l'indépendance et Premier président de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1993.

54. Les GEC (Groupes d'Étude Communistes), assuraient entre 1943 et 1951 une formation-propagande des cadres principalement en Afrique tropicale française (AEF, AOF, Cameroun), mais également à Madagascar, Djibouti et dans d'autres territoires français du Pacifique.

55. En réponse à la question « Estimez-vous avoir été l'instigateur du retrait de Madagascar de la zone franc ? » page 122, Didier Ratsiraka répond que c'est suite à son analyse personnelle, et contre l'avis majoritaire de sa délégation, qu'il a fait le choix de quitter la zone franc. Jacques Foccart précise que, lorsque Didier Ratsiraka a sorti son pays de la zone franc en 1973, « il n'était pas encore chef de l'État, mais c'est lui qui avait emporté cette décision. » *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, tome 2, Fayard/*Jeune Afrique* 1997, p. 441.

56. La *Jeanne d'Arc* était un porte-hélicoptère navire-école de la marine française, en service de 1965 à 2010.

– *Waikiki Beach* –, Los Angeles... Là, on se forge des idées. Avec la *Jeanne*, j'ai appris principalement l'amitié, la solidarité. Avec nous, il y avait des polytechniciens qui faisaient des stages, des commissaires de la marine, des Éthiopiens... À l'École navale, dans ma promotion, il y avait deux Américains. À l'École de guerre, il y avait des Argentins, des Brésiliens, des Italiens, des Allemands, des Écossais, des Américains... C'est une formation globale. Par la suite, j'ai pris la suite d'un commandant français pour commander un patrouilleur – du type de La Combattante –, le Mailaka. Et c'est là que je suis passé par les Canaries, l'Espagne, Porto, la Côte d'Ivoire, Pointe Noire, Port Gentil, la Namibie, et l'Afrique du Sud – Port Elizabeth, Cape Town –, Lourenço Marques – l'actuelle Maputo –... Ce sont des pierres qui s'amoncellent comme cela, jusqu'à devenir une pyramide. Ce qui m'a le plus marqué dans ce voyage, c'est l'apartheid.

CLM : Quel était votre classement à la sortie de Navale ?

DR : J'avais beaucoup de mémoire et je travaillais comme un nègre. J'apprenais tout par cœur. Je suivais les cours comme tous les Français, y compris des cours tels ceux touchant aux transmissions de l'OTAN, aux procédés de chiffrement, qui étaient interdits aux étudiants étrangers – Éthiopiens, Tunisiens, Libanais... –. J'avais un uniforme français d'ailleurs, non pas que je sois Français, mais parce que du fait de la loi-cadre nous étions dans la communauté française. J'ai passé les examens, je suis sorti de l'École. Plus tard, lorsque je suis devenu Président, après un défilé sur les Champs-Élysées où j'avais fait part du fait que j'y avais déjà défilé deux fois en 1^{ère} et 2^{ème} année de l'École navale, un haut dignitaire français m'a fait une confidence lors du pot à l'Élysée : « On est quand même dégueulasses nous autres Français : vous étiez premier à l'École navale, et parce que vous êtes Noir, on vous a relégué au 7^{ème} rang. » J'ai dit : « Vous ne pouvez pas savoir à quel point je m'en fous, que je sois premier ou dernier, l'essentiel c'est que j'aie le parchemin ». Je ne savais même pas cela ! Ce sont eux qui me l'ont appris ! Et Foccart⁵⁷, dans ses mémoires⁵⁸, dit que je me vante et que ce n'est pas vrai... Il m'appelait Saint-Just⁵⁹ parce que je ne lui obéissais pas au doigt et à l'œil. Mais ce n'est pas moi qui ai inventé cela, ce sont eux qui me l'ont appris ! Je me fichais comme de ma première chaussette du fait que je sois premier, septième ou dernier. J'aurais été, d'après eux, premier, mais toujours est-il que cette histoire-là

57. Secrétaire général de l'Élysée aux Affaires africaines et malgaches de 1960 à 1974.

58. « Mardi 22 mai 1973 (répliques de Foccart / *répliques de Georges Pompidou*). »

Pour Madagascar, j'ai de très mauvaises impressions, le climat n'est pas bon. Par contre, pour les Comores, cela doit aller mieux. – « *Pour Madagascar, qu'est-ce qui ne va pas ?* – Ramanantsoa, poussé par Ratsiraka, remet tout en cause. – *Ce Ratsiraka, on disait qu'on lui avait fait un affront, qu'il avait été maltraité en France. – Il y a beaucoup de choses fausses.* Il est inexact de dire qu'il était sorti premier de Navale et qu'on l'a rétrogradé parce qu'il était malgache, pour la bonne raison que les étrangers ne sont jamais classés. J'ai fait faire des recherches : s'il avait été classé, il se serait situé troisième, et non premier ni cinquième. » Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée V* (1973-1974), Fayard/*Jeune Afrique*, 2001, p. 243.

59. Louis Antoine Léon de Saint-Just (1767-1794), est l'un des plus jeunes élus à la Convention nationale qui gouverna la France de septembre 1792 à octobre 1795 lors de la Révolution française. Membre particulièrement éloquent et intransigeant du groupe des Montagnards et soutien indéfectible de Robespierre, il fait voter la confiscation des biens des « ennemis de la République » au profit des « patriotes pauvres » et inspire la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793.

ne compte pas pour moi. Je n'ai jamais vraiment cherché à savoir ce qu'il en était, ça ne m'intéressait pas.

CLM : Y a-t-il des enseignants qui vous aient particulièrement marqué ?

DR : Oh oui ! Au collège Saint-Michel, deux Pères, professeurs de français et de physique. Au lycée Henri IV, mon prof de chimie : je ne peux pas oublier son nom, il s'appelait Bonnichon ! Et un prof de physique Langevin, fils du professeur Langevin⁶⁰. À l'École navale, presque tous les enseignants, mais surtout le professeur qui apprenait à « faire de la biffe », qui apprenait à être combattant de l'Armée de Terre. Et évidemment les commandants de l'École navale, les deux *Papes*⁶¹ : d'abord le capitaine de vaisseau Cagger, qui avait fait l'École navale anglaise avec bicorne et cape, ça, ça m'a marqué ! Il avait une classe ce type ! Je ne sais pas si c'est parce qu'il était *british* mais il avait une classe folle ! Puis ça a été le capitaine de vaisseau Lehle. Le jour où l'on part de l'École navale, on vous réveille à 2 heures du matin, et il faut vous mettre en nœud papillon et en spencer. Lumières éteintes, et à la lueur des torches : « À genou les hommes ». On vous met le sabre sur l'épaule, et vous faites le serment de servir la Patrie. Une fois cela fait : « Debout les officiers ». Grandeur et servitude militaire. Chaque fois, j'ai en tête cette phrase que je dis à mes amis : « L'honneur que l'on vous a conféré est une servitude que l'on vous impose. N'oubliez jamais cela ». On vous a fait l'honneur d'être officier, d'être ministre, c'est une servitude que l'on vous impose pour la patrie.

CLM : Quelles sont vos amitiés fortes pendant cette période ? Les personnes qui ont compté pour vous ?

DR : Henri Lopes, l'actuel ambassadeur du Congo-Brazzaville en France. Il était en philo quand j'étais en math élem⁶², hypokhâgne quand j'étais en hypotaupé⁶³. On se voit encore de temps en temps. Lopez comptait pour moi, car par la suite on était ensemble ministres des Affaires étrangères. Ensuite, il était devenu Premier ministre du président Marien Ngouabi, qui a été assassiné – le prédécesseur de Sassou N'Gusso –, puis a travaillé à l'UNESCO et été ambassadeur à Paris. Ça c'est un ami, un vrai. Lucien Xavier Michel Andrianarahinjaka était également un ami de cette époque, dont je partageais la chambre quand nous étions étudiants. J'avais aussi un ami français, un vrai, qui s'appelait De Rouvroy – c'est pour vous dire que j'avais des amis de tous les milieux –, avec qui nous fréquentions un club de karaté dans le 13^{ème} arrondissement de Paris. On allait au cinéma, au théâtre, au restaurant universitaire Mabillon ensemble, voir Yves Montand au théâtre des Ternes, à l'Olympia... J'avais des amis malgaches, français, africains. Quand j'étais à Henri IV, on allait danser à La Huchette, rue du Chat-qui-pêche, à Saint-Germain-des-Prés, je jouais au Stade français. J'aimais Paris. Guy Sibon

60. Physicien français connu notamment pour sa théorie du magnétisme.

61. Surnom des commandants de l'École navale.

62. Classes préparant respectivement aux baccalauréats littéraire et scientifique.

63. Première année de classes préparatoires aux grandes écoles respectivement littéraires et scientifiques.

aussi était un ami, un vrai : il était de Tamatave. Je l'ai nommé par la suite ministre de la Défense, et il est mort dans un accident d'avion... À l'époque, on a dit que c'était moi qui l'avais fait assassiner... Quand on veut noyer son chien, on l'accuse d'être enragé.

CLM : Correspondiez-vous avec votre famille ?

DR : Très peu. Épisodiquement. J'envoyais peut-être une lettre par mois... Je ne suis rentré qu'une seule fois à Madagascar pendant toute cette période étudiante, en 1958, pour le référendum. Par la suite mon frère Étienne est venu étudier en France : il a fait L'École nationale de la France d'outre-mer⁶⁴. Ma mère m'envoyait des biscuits de temps en temps, quand un Malgache venait en France. Mais les biscuits qu'elle m'envoyait étaient fabriqués en France ! Voyez le sentiment d'une mère...

64. L'École nationale de la France d'outre-mer (ENFOM) était une école, située à Paris, formant les cadres de l'administration coloniale (administrateurs, magistrats, inspecteurs du travail) jusqu'en 1934.

*« L'indépendance, cela s'arrache.
Cela ne s'octroie pas. »*



Didier Ratsiraka à l'École navale de Brest

L'INDÉPENDANCE VUE DE FRANCE

CLM : La période correspondant à vos années de formation en France a été particulièrement riche pour Madagascar : dès 1956, avec la loi-cadre Defferre⁶⁵, Madagascar devient territoire d'outre-mer autonome. Une nouvelle organisation politique est mise en œuvre : proclamation du suffrage universel, création d'une sixième province⁶⁶ et de ses assemblées provinciales, naissance d'une assemblée législative basée à Tananarive, formation du conseil de gouvernement malgache avec pour président un haut-commissaire de la République française⁶⁷, mais pour vice-président Philibert Tsiranana. Comment vivez-vous ces changements depuis la France ?

DR : J'étais à l'UNEF, On se réunissait bien sûr entre étudiants et on commentait ce qui se passait à Madagascar, en se disant que ce n'était pas ce qu'il nous fallait, que c'était l'indépendance qu'il nous fallait. On discutait avec les étudiants guinéens qui nous ont dit qu'ils allaient déclarer unilatéralement l'indépendance. Cette situation de loi-cadre ne nous convenait pas, mais nous n'étions pas radicaux à l'époque, et puis la situation à Madagascar était un peu éclipsée par la nationalisation du canal de Suez par Nasser, le veto américain contre les Britanniques et les Français qui voulaient envahir l'Égypte. C'est devenu radical à partir de 1958, quand de Gaulle est allé voyager un peu partout en Afrique, y compris à Madagascar, pour faire campagne pour le référendum. Je me suis payé le voyage et j'ai fait une campagne contre ce référendum à Madagascar. Nous avons fait voter « non », alors que Tsiranana et les autres ont fait voter « oui ».

CLM : Lors du référendum, les Malgaches choisissent l'« indépendance dans la communauté française », et non l'« indépendance totale ». De Gaulle proclame la République autonome malgache le 14 octobre 1958.

DR : Oui, mais nous on a dit : « Ce n'est pas cela l'indépendance ! La meilleure preuve est qu'on n'a pas de siège à l'ONU. L'indépendance doit être totale ». On commençait à être de plus en plus radicaux, acerbes contre Tsiranana. Le référendum était une demi-indépendance, mais pas l'indépendance.

CLM : Comprenez-vous le choix du peuple malgache ?

DR : Est-ce que vous croyez que le peuple avait le choix ? C'était du bourrage de crânes, du bourrage d'urnes. Comment voulez-vous qu'il puisse y avoir un choix libre du peuple à partir du moment où le commissaire avait pratiquement tous les pouvoirs, et que Tsiranana n'était que vice-président. Sékou Touré a réussi parce qu'il était syndicaliste CGT, vraiment à fond. Je me souviens à Diego et Tananarive, la CGT était très implantée, mais ailleurs, c'étaient des moutons de panurge... Pour le principe on a fait campagne pour le « non », mais il me semble que le oui a gagné à 90 %. Ce n'est pas le peuple qui a choisi : on l'a fait

65. La loi-cadre dite Defferre (à l'initiative de Gaston Defferre, ministre français d'outre-mer et de Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire) du 23 juin 1956 habilite le gouvernement français à statuer par décret pour mettre en œuvre des réformes dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

66. La province de Diego-Suarez.

67. La France conservait les postes clés partout.

choisir. La plupart des côtiers, comme Tsiranana ou mon beau-père ont choisi la deuxième voie car ils estimaient que l'on n'était pas prêts pour l'indépendance. Ce n'est pas le peuple qui a choisi, ce sont les dirigeants. Par la suite, je me suis engueulé avec mon beau-père à ce sujet. Je lui disais : « Mais pourquoi tu as choisi la deuxième option ? ». Il me disait : « Tu en as de belles toi ! Aujourd'hui, tu fanfaronnes parce que tu es officier de marine, mais à l'époque, combien avait-on de bacheliers côtiers ? Tu peux les compter sur les cinq doigts de la main. Donc si l'on avait eu l'indépendance à l'époque, on aurait été recolonisés par les *Merina* de Tananarive⁶⁸ ! Il ne faut pas nous jeter la pierre : on était pour l'indépendance, mais pas à ce moment-là, parce que l'on n'avait pas suffisamment de cadres côtiers pour être véritablement indépendants. On allait de Charybde en Scylla : la colonisation française ou la colonisation *merina*. Et cette indépendance-là, où va-t-elle nous mener ? ».

CLM : Quand le général de Gaulle, en visite à Tananarive en août 1958, prononçait depuis le stade de Mahamasina, en contrebas de la colline du palais de la Reine, son discours sur la création d'une République malgache autonome au sein de la Communauté française et disait : « Demain, vous serez de nouveau un État, comme vous l'étiez quand le Palais de vos Rois était habité », avait-il conscience de cette crainte de recolonisation par les *Merina* ?

DR : Ce sont les élites de l'époque qui pensaient à la recolonisation par les *Merina*, pas nous. Nous ici, nous voulions l'indépendance, et on verrait après. Nous n'avions pas peur d'une recolonisation par les *Merina*, notamment parce que pour ma part, de nature, je ne pensais pas à une telle possibilité. Mais quand de Gaulle disait cela, il ne parlait de toute façon pas d'indépendance totale et entière, mais d'une indépendance dans le cadre de la Communauté.

CLM : Mais dans le cadre de la Communauté, les *Merina* avaient un rôle particulier...

DR : Bien sûr, puisque le Commissaire était à Tananarive. Il n'y avait pas de lycée en province : il n'y en avait qu'à Tananarive. Donc, ils étaient choyés : ils avaient le lycée, la radio, le restaurant, l'administration française qui était là... Nous, on n'avait rien...

CLM : De Gaulle méconnaissait-il cette situation ?

DR : Non, il ne la méconnaissait pas, puisqu'il connaissait Tsiranana et Rabemananjara entre autres. Mais pour lui, l'indépendance dans le cadre de la Communauté, c'était l'indépendance réelle et non la domination des *Merina* sur les côtiers puisque la France était là pour y veiller. Qui plus est, c'était le temps médiatique : il fallait faire passer la pilule, en disant que l'on aurait notre drapeau comme avant, dans le cadre de la Communauté. Et par parallélisme des formes, consciemment ou inconsciemment, il voulait faire bloc par rapport au

68. Idée alors largement diffusée par le PADESM. Voir Jean-Roland Randriamaro, *PADESM et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD*, Karthala, 1997.

Commonwealth⁶⁹, par rapport à Fachoda⁷⁰. Il voulait un bloc de Communauté française pour faire le pendant du Commonwealth de l'autre côté, tout en poussant un président côtier comme Tsiranana ayant voté « oui » au référendum.

CLM : Rétrospectivement, comprenez-vous le point de vue des élites côtières malgaches ?

DR : À l'époque déjà je comprenais, mais avant 1956 déjà il fallait envisager l'option « indépendance », puisque 200 000 patriotes sont morts les armes à la main en 1947⁷¹. À partir de là, il fallait anticiper que ces sacrifices ne seraient pas vains et qu'ils ne seraient pas morts pour rien. Je trouvais que ces côtiers étaient en train de s'installer et de s'incruster sans préparer l'avenir. Ils ne formaient que des administrateurs civils, mais il fallait former des gens dans tous les domaines. Il fallait former des ingénieurs des travaux publics, des gens dans tous les domaines. Quand je suis arrivé au pouvoir, il n'y avait pas un seul banquier côtier, pas un seul pharmacien côtier. Les premiers banquiers et pharmaciens, pilotes côtiers sur MIG-17, MIG-21, MIG-21bis, c'est moi qui les ai formés. Non pas par opposition aux *merina*, mais parce qu'il ne pouvait pas y avoir d'unité nationale sans égalité de chances entre les provinces, les ethnies. On n'avait pas d'aviation, on n'avait pas d'armée. C'est pour cela que j'ai été fait volontaire pour être fait officier de marine. J'étais le premier officier de marine. J'aurais été le premier ingénieur de l'INSEE. On m'avait dit qu'on allait être indépendants, donc que je pouvais m'orienter vers Navale. Finalement le 14 octobre, c'était la fête de la République, mais ce n'était pas une république indépendante. Néanmoins, je comprenais très bien l'argumentation comme quoi c'était comme revenir au royaume *merina*. Car eux n'anticipaient pas la formation des élites de toutes les provinces et dans tous les domaines. Pendant la colonisation, pour se faire une place au soleil, il fallait se faire séminariste. Une fois formé au grand séminaire, on se défroquait, mais au moins on avait un bagage intellectuel comme Rabemananjara. Ou médecin. Ou instituteur comme Tsiranana. Mais pour le reste, personne n'avait imaginé que l'on puisse être officier de marine, officier de l'armée de l'air ou ingénieur. Ils n'y pensaient pas : c'est Nasser, Sékou Touré, la conférence de Bandoeng⁷² en Indonésie avec Nehru, Tito, Soekarno, qui ont été déclencheurs... et le Viêt-Nam bien sûr. Il y a un lien particulier entre le Viêt-Nam,

69. Le Commonwealth est une organisation composée de cinquante-quatre États membres indépendants, anciennes colonies ou protectorats de l'Empire britannique (sauf le Mozambique et le Rwanda).

70. La crise de Fachoda est un grave incident diplomatique qui opposa en 1898 la France et le Royaume-Uni dans le poste militaire de Fachoda au Soudan. Cette crise intervient à un moment où les différends territoriaux se multiplient en Afrique entre les deux principales puissances coloniales, au sein desquelles les courants nationalistes sont très forts.

71. Cf. Encadré 4c – « L'insurrection de mars 1947 », p. 19.

72. La conférence de Bandoeng, qui a eu lieu du 18 au 24 avril 1955 en Indonésie à Bandoeng, réunissait pour la première fois des personnalités de vingt-neuf pays africains et asiatiques dont Soekarno (Indonésie), Jawaharlal Nehru (Inde), Hocine Ait Ahmed (Algérie), Zhou Enlai (Chine) ou Gamal Abdel Nasser (Égypte). Elle marque l'émergence des anciens pays colonisés, dits pays du tiers-monde sur la scène internationale. Ces pays optent pour le non-alignement afin de se démarquer des deux blocs qui s'affrontent durant la guerre froide et s'engagent à aider les pays toujours colonisés à acquérir leur indépendance.

l'Algérie et Madagascar, car nous avons été les seuls à prendre les armes contre le colonialisme français, pratiquement en même temps. Hô Chi Minh a dit à Raseta et Ravoahangy que Madagascar les avait sauvés avec la rébellion – comme on l'appelait à l'époque – de 1947. En effet avec le déclenchement de l'insurrection à Alger et à Madagascar, l'armée française était obligée de transférer une partie du contingent vers Madagascar⁷³... sans qu'on le sache. Mais Hô Chi Minh l'a dit après, Nguyễn Thị Bình⁷⁴ l'a dit après : « La rébellion de 1947 à Madagascar nous a sauvés, car vous nous avez permis de gagner du temps et donc de gagner à Diên Biên Phu en 1954. » De même Hô Chi Minh et Nguyễn Thị Bình se rendait compte qu'heureusement que Gandhi et Nehru étaient en Inde à ce moment-là. C'est cela qui a fait le lien de Bandoeng.

CLM : Vous avez suivi Bandoeng de loin ?

DR : Oui de loin, mais j'étais très jeune. J'étais à Henri IV.

CLM : « L'indépendance, une liberté cueillie en douceur », disait Philibert Tsiranana : étiez-vous d'accord avec cela ?

DR : Non. L'indépendance, cela s'arrache. Cela ne s'octroie pas⁷⁵. Dans notre esprit de révolutionnaires, ça ne s'octroyait pas comme ça. La fête de la République, le 14 octobre, n'était pas la fête de l'indépendance. La meilleure preuve est que le 26 juin 1960 est devenue la fête de l'indépendance.

CLM : Mais ce 26 juin 1960, lorsqu'après soixante-cinq ans de domination française Madagascar signe sa déclaration d'indépendance, seul Jean Foyer⁷⁶ fait le déplacement à Madagascar. La France suit cela de très loin. Quel est votre sentiment par rapport à cela ? Pensez-vous alors que la France sous-estime cet enjeu ?

DR : À l'époque, je n'avais pas de sentiment personnel à ce sujet. J'étais à l'École navale, j'étais totalement impliqué dans mes études pour devenir officier de marine. On n'avait pas internet pour savoir que c'était Foyer qui était là-bas. On

73. Depuis 1946, la France avait engagé des moyens militaires importants en Indochine afin de combattre l'organisation armée du parti communiste vietnamien qui luttait pour l'indépendance : le Viêt Minh, dirigé par Hô Chi Minh. Un bataillon de Sénégalais en route pour l'Indochine fut en effet détourné vers Madagascar en 1947.

74. Pendant la guerre du Viêt Nam, Nguyễn Thị Bình, a été vice-présidente de l'Association des Femmes pour la Libération du Sud Viêt Nam et membre du Comité central du Front national de libération du Sud Viêt Nam (FNL, également appelé Viêt Cong). Elle est nommée ministre des Affaires étrangères du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Viêt Nam (contre-gouvernement du FNL au régime de la République du Viêt Nam) en 1969. Elle négocie les accords de paix de Paris en 1973 et est vice-présidente du Vietnam entre 1992 et 2002.

75. Propos, entre autres, de Joseph Raseta pour Madagascar en 1947, de Sékou Touré pour la Guinée et Léopold Sédar Senghor pour le Sénégal en 1958. Ce dernier affirmait : « L'indépendance réelle, ne nous le dissimulons pas, ne viendra pas d'une simple réforme politique. [...] La nouvelle Constitution affirmera probablement notre droit à l'indépendance. Qu'une loi organique nous l'accorde, cela ne suffira pas. L'indépendance n'est pas un droit qui s'octroie, ce n'est pas une catégorie juridique. C'est une victoire qui s'arrache, moins sur les autres que sur soi-même, moins par les armes que par les larmes de sueur, par la discipline et le travail ». Ce propos fut élargi à la question de la démocratie par Allal El Fassi, figure emblématique du nationalisme marocain et chef de l'Istiqlal, en 1970 : « La démocratie, comme l'indépendance, ne s'octroie pas. Elle s'arrache par une lutte sans merci ».

76. Jean Foyer était alors secrétaire d'État au cabinet du Premier ministre Michel Debré.

l'a su par la suite. D'ailleurs Jean Foyer a inauguré l'université de Tananarive, et en 1972 ils ont arraché la plaque. Là encore, on parle de l'université de Tananarive : il n'y en avait pas en province. Pour moi c'était inacceptable. C'est moi qui ai construit quand j'étais président les cinq universités dans les autres provinces. Vous pouvez cracher sur ma tombe, vous ne cracherez pas sur ce que j'ai fait pour les universités. Même si on ne m'aime pas, et je sais que beaucoup ne m'aiment pas, personne ne pourra effacer le fait que c'est moi qui ai construit des universités dans les cinq provinces, des lycées dans chaque district, des collèges dans chaque canton et une école primaire dans chaque *fokontany*.

CLM : Quel était votre sentiment lorsque vous voyiez, depuis la France, Tsiranana autoriser les Français à garder le contrôle des institutions commerciales et financières mais également leurs bases militaires à Madagascar ?

DR : J'étais contre, bien sûr ! À partir du « non » au référendum, on disait « non » à tout cela, même sans le dire comme cela ouvertement... De toute façon, à l'École navale, je ne pouvais pas dire cela ouvertement.

CLM : Dans la déclaration d'indépendance, les deux pays s'engagent à ce que « l'amitié traditionnelle reste intacte ». Auriez-vous fait le choix de cet engagement ?

DR : Bien sûr. J'ai signé les nouveaux accords de coopération en 1973 avec l'aide de Pompidou. Mais le mot « traditionnelle » n'avait plus la même consonance : l'amitié traditionnelle était là, mais pas la coopération à la mode du cheval et du cavalier. Je voulais une coopération entre deux pays souverains égaux en droit. Comme un homme et une femme qui se marient : chacun donne et chacun reçoit à égalité. Ce n'est pas un accord d'esclavage.

CLM : Tsiranana a alors obtenu la libération des rebelles de l'insurrection de 1947, avez-vous souvenir de cet épisode ?

DR : À la suite de l'indépendance, les prisonniers libérés étaient les leaders du MDRM qui était à la pointe idéologique de la rébellion de 1947, mais pas à la pointe du combat opérationnel. D'ailleurs Jacques Rabemananjara l'écrivait : « Non, je n'ai point versé le sang innocent ». Il a dit que 1947 n'était pas un acte volontaire des révolutionnaires malgaches, mais une action de rébellion instrumentalisée par la France. Selon lui, ce ne sont pas les Malgaches qui sont à l'origine de cette rébellion, mais les Français qui ont instrumentalisé les Malgaches pour pouvoir faire une répression aveugle. Les chefs des révolutionnaires n'étaient pas avec Rabemananjara : Rabemananjara, comme Raseta, étaient pour l'indépendance dans l'interdépendance. C'est un cran au-dessus de la République de Tsiranana, mais les vrais révolutionnaires, eux, voulaient l'indépendance pure et dure, évacuer les prisonniers des prisons les armes à la main. Ils voulaient arracher l'indépendance les armes à la main. Et la plupart de ceux-là, pour ne pas dire la quasi-totalité, étaient des côtiers. Tananarive était le fer de lance idéologique, mais les rebelles côtiers voulaient aller jusqu'au bout, y compris si Tananarive devait être mise à feu et à sang.

CLM : Croyez-vous vous-même à cette thèse de l'insurrection souhaitée – pour être instrumentalisée – par les Français ?

DR : Non, je ne pense pas. Il y a peut-être eu, je n'en sais rien – je ne suis pas dans le secret des Dieux – une instrumentalisation par les Français, mais il y avait une exploitation telle des Malgaches par la colonisation, notamment via le S.M.O.T.I.G⁷⁷, que de vrais révolutionnaires, comme Spartacus ou l'homme révolté de Camus, ont pris les armes pour dire « non, vous n'irez pas plus loin ». Monja Jaona, qui était un véritable patriote, a lutté les armes à la main, mais aussi Joël Sylvain à Fianarantsoa, le général Razafindrabe. Ce sont des organisations secrètes dont le VVS⁷⁸, le Jiny⁷⁹ ou le Panama qui voulaient l'indépendance arrachée avec les armes, ce sont ceux-là qui ont attaqué la prison de Moramanga. J'y étais, et ça, ça m'a marqué. Le MDRM n'était peut-être pas qu'un mouvement de salon mais en tout cas d'idéologues. Leurs chefs étaient l'un *merina andriana*⁸⁰ (Joseph Ravoahangy), l'autre *hova* (Joseph Raseta), le dernier intellectuel *Betsimisaraka*⁸¹ (Jacques Rabemananjara). Ils n'ont pas franchi le pas de l'insurrection armée.

CLM : L'indépendance était-elle au cœur de vos discussions à l'École navale ?

DR : À l'École navale il n'y avait pas de Malgaches : il n'y avait que Guy Sibon et moi. J'en parlais avec d'autres étudiants malgaches lorsque je venais à Paris.

CLM : Le 21 septembre 1960, Madagascar est admise à l'ONU. C'était un événement important pour vous ?

DR : Un événement qui est passé comme ça, puisque j'étais à l'École navale. Je ne suis même pas sûr d'avoir été au courant *en live*. Mais rétrospectivement, c'est là seulement que les Malgaches se sont dit qu'ils étaient réellement indépendant, bien sûr que c'est important.

CLM : Utiliseriez-vous le terme de « néocolonialisme » pour qualifier la période de présidence de Philibert Tsiranana⁸² ?

DR : Oui et non, on ne pouvait pas l'exprimer de la sorte, mais on le vivait ainsi. Pourquoi ? Tous les hauts responsables avaient des noms français. Le chef d'état-major particulier de Tsiranana s'appelait Bocchino, le directeur de cabinet de Tsiranana s'appelait Moreau, le chef de cabinet s'appelait Roulleau, le ministre des Travaux publics s'appelait Lechat. Ramanantsoa vivait cela très mal : il était chef d'état-major général de l'armée malgache, mais pratiquement tout se décidait à l'état-major particulier de Tsiranana, chez le colonel Bocchino. Il y

77. Le Service de la main-d'œuvre des travaux publics d'intérêt général (S.M.O.T.I.G) était un système de travail obligatoire institué à Madagascar en 1928 par le gouverneur général Olivier et supprimé en 1945.

78. *Vy Vato Sakelika* : Fer, Pierre, Ramification.

79. Le Jiny ou Jina (Jeunesse nationaliste) ainsi que le Panama sont des sociétés secrètes nationalistes.

80. Trois castes coexistent au sein de l'ethnie *Merina* : les *Andriana* (nobles), les *Hovas* (sujets libres) et les *Andevo* (esclaves).

81. Les *Betsimisaraka* sont une ethnie occupant la majeure partie du littoral oriental nord de Madagascar.

82. Cf. Encadré 6 – « La France et le nouvel État indépendant ».

avait un antagonisme profond entre le général Ramanantsoa et Bocchino, bien que Ramanantsoa lui-même fût de double nationalité, français et malgache. On le vivait, on le sentait, mais on ne pouvait pas l'extérioriser complètement puisqu'il y avait quand même un État plus ou moins policier.

CLM : Avez-vous souhaité, comme le dit Foccart⁸³, que le général Ramanantsoa choisisse entre sa nationalité française et sa nationalité malgache ?

DR : Quand on demande aux élèves qui passent leur bac de commenter les vers de Chateaubriand, de Victor Hugo ou de Verlaine, je crois qu'ils doivent se retourner dans leurs tombes, les pauvres ! Foccart est un esprit malade. Où a-t-il été chercher cela ? De quel droit et avec quelle autorité aurais-je pu demander à un général, moi qui étais capitaine de frégate, cinq galons panachés, de choisir entre la nationalité française et la nationalité malgache ? Mais il est complètement idiot ce Foccart ! Il déraile, comme d'habitude. J'ai parlé de Foccart avec Charles Pasqua quand il était président de la région Île-de-France – il m'a invité deux fois – et avec Messmer – l'ancien Premier ministre du général de Gaulle – : « C'est un type qui a bien servi la France, qui souvent a de bonnes idées, mais de temps en temps il se plante, notamment en ce qui vous concerne ». Voilà ce qu'avaient dit Messmer et Pasqua. Ça ne l'a pas empêché de m'inviter chez lui à discuter, pendant mon exil⁸⁴ : il avait perdu sa femme, il était paralysé, il ne pouvait plus bouger, j'étais obligé de m'approcher pour lui serrer la main et parler politique. C'était M. Wibaux, son adjoint, qui m'avait demandé : « Écoutez, je vous en supplie, il veut absolument vous parler ». J'ai dit : « Bon, je n'ai pas de rancune ». Et le président Chirac, lorsque Foccart est mort⁸⁵, m'avait demandé d'assister à la messe de Requiem. J'y ai rencontré M^{me} Pompidou à qui j'ai dit : « Je me rappelle de votre mari, Madame, c'est un homme que j'admirais beaucoup ». Le président Chirac était là, et le professeur Zafy Albert était invité également. Cherchez l'erreur : alors que j'étais président, lui n'était plus président : il était invité aux funérailles de Foccart ! Ceci explique tous les événements depuis 1972 jusqu'en 2002 : Foccart.

83. « Le 5 juin 1973, lendemain de la signature des accords, j'ai une conversation très dure avec le futur chef de l'État [Ratsiraka]. Il ne me cache pas le peu de cas qu'il fait de Ramanantsoa, qu'il obligera, dit-il, « à choisir sa nationalité » [Gabriel Ramanantsoa est un ancien officier français]. « Je sais, ajoute-t-il, que vous soutenez Delauney, mais j'obtiendrai son rappel. » *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, tome 2, Fayard/Jenne Afrique 1997, p. 181.

84. Premier exil de Didier Ratsiraka à Paris, de 1995 à 1996.

85. Le 19 mars 1997, alors que Didier Ratsiraka était président de la République en exercice.